

CONTACT

Magazine de la Conférence Olivaint de Belgique – Tijdschrift van het Olivaintgenootschap België

Index

- Pauline Bienfait ; *Gardons les yeux grand ouverts, toujours* .
- Felix Blommaert ; *Een pleidooi voor lange(re) luchthavencontroles* .
- Pierre-Edouard Guillaume ; *L'ultracrepidarianisme : l'art de parler de ce que l'on ne connaît pas ?*
- Guillaume van Doorslaer ; *A quoi servent les études de droit ?*
- Robbe de Brandt ; *Financiële geletterdheid bij studenten: de grote sprong voorwaards?*
- Nina Weytjens ; *Le revenu universel, voie royale vers la fainéantise ou nouvelle liberté acquise ?*
- Adeline Houtart ; *La petite histoire de l'astéroïde PAC* .
- August Weber ; *De strijd om Nagorno-Karbach* .
- Marie-Alice Steinbach ; *Comprendre pour mieux combattre ?*
- Marie Poisquet ; *Ontdekking in Pompeii* .
- Olivia de Terwangne ; *La dynamique économique des influenceurs virtuels* .
- Jean-Gualbert Nève ; *Pensées d'un pédant sur le complotisme* .
- Henri Luwaert ; *Black communities matter !*
- Ferdinand Hannequart ; *Données personnelles : le modèle actuel est défaillant. A l'Europe d'inventer une alternative* .
- Laura Verbeken ; *Liberale democratie: coherent systeem of onwerkzame paradox? Een analyse rond Chantal Mouffe* .
- Baptiste Appaerts ; *Le nouveau Contrat social, ou le dernier Testament de la démocratie ?*

Gardons les yeux grand ouverts, toujours.

PAULINE BIENFAIT

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE
PERSONNEL

Il y a quelques jours, un des derniers survivants du camp de concentration d'Auschwitz nous a quitté. Il s'appelait Paul Sobol, il avait 94 ans.

Je fais partie des milliers de personnes qui ont été marqués à jamais par le récit aussi prenant qu'émouvant, ponctué de notes d'humour de cet homme attachant. Telle était la mission poursuivie par ce rescapé des camps de la mort : parler au nom de

tous ceux dont la voix s'est tue et, au travers de ses innombrables conférences, rappeler à quel point la paix, la démocratie et la justice sont fragiles et jamais définitivement acquises. Il faut connaître l'histoire pour ne pas répéter les erreurs du passé, nous apprennent les livres et les professeurs. Comme plusieurs autres survivants des camps de concentration, Paul Sobol a endossé ce rôle de « passeur de mémoire » avec conviction, courage et détermination. La transmission de son vécu aux enfants et aux jeunes adultes, le vieil homme en a vite réalisé l'importance lors d'une rencontre avec un professeur et sa classe. « Fermez les yeux et imaginez ... » disait-il en guise d'introduction à son récit palpitant et terrifiant. Le récit s'invite dans l'esprit des jeunes, il y vagabonde au rythme des paroles du conteur et s'y fixe telle

une petite pousse, la plante du savoir. La clef du pouvoir. Comprendre ce qui s'est passé et se former un avis par la lecture et l'écoute, c'est lutter contre l'ignorance et l'indifférence. C'est aussi pouvoir se former une opinion sur les événements passés et présents.

Car oui, à l'ère d'un président américain qui réfute l'existence d'un drame climatique, à l'heure des fake news et du reportage « *Hold Up* » véhiculés d'un simple « clic », au temps des guerres et des instabilités politiques, vive l'esprit critique !

L'esprit critique est, plus que jamais, un atout indispensable à la (sur)vie en société. Cet esprit vif qui remet en cause et questionne, c'est notamment à l'école qu'il s'acquiert. Nos professeurs d'histoire et de lettres, héros des temps modernes, exercent une profession dotée d'une importante mission ... Ils permettent aux petits et

grands d'acquérir petit à petit la capacité de prendre du recul par rapport aux événements des différentes époques, de les comprendre et de les analyser.

Transmettre le savoir et le discernement aux jeunes générations, voilà certainement une des plus belles vocations. La littérature et l'industrie des films n'ont d'ailleurs eu de cesse de s'en inspirer. Qui ne se souvient pas du célèbre professeur Keating qui s'engage à transmettre son amour pour la littérature aux jeunes poètes en allant jusqu'à leur faire déchirer des pages entières de leurs manuels au nom de l'esprit critique¹ ? Qui n'a pas été bouleversé par le film « *Ecrire pour exister*² » dans lequel une enseignante courageuse sensibilise à l'Holocauste les différents gangs regroupés au sein de sa classe ?

Pourtant aujourd'hui, en 2020, des professeurs risquent leurs vies en voulant transmettre l'histoire. Il ne s'agit pas de l'histoire des pyramides ou celle de Thomas Edison, mais de l'actualité récente qui fait couler le sang. Car ce qu'il s'est passé hier appartient aujourd'hui à l'histoire et « *sans se pencher sur le présent (comprenez le passé récent), il est impossible de comprendre le passé* » nous dit l'historien du XXe siècle, Marc Bloch³. C'est en questionnant et abordant les sujets qui façonnent notre quotidien que les professeurs forment les citoyens de demain.

Risquer sa vie jusqu'à la perdre en voulant nourrir et donner du sens à celle des autres, serait-ce le lourd tribut à payer par les enseignants à notre époque ? La seule issue est-elle désormais d'éviter d'aborder des sujets délicats de peur de froisser jusqu'à réveiller la colère ?

Si nous cédon à cette pression en nous mettant à éviter soigneusement certains sujets ou enjeux, c'est une société entière qui va se voir petit à petit muselée. Il faut oser affronter le passé et le présent, aussi douloureux soient-ils, en se posant les bonnes questions. Libérer la parole et apprendre aux jeunes à communiquer pacifiquement, telle est la solution. Que les professeurs organisent des débats et échanges de tous genres ! Que les esprits s'échauffent et s'opposent sans jamais perdre de vue le respect et l'écoute mutuels ! Que les jeunes puissent développer une

capacité d'ouverture d'esprit qui permette d'accepter la critique sans d'office la recevoir comme une provocation !

Ne perdons pas ce droit à la liberté d'expression sous peine de devenir esclaves d'un discours unique. Certes, chaque enseignant a une responsabilité dans le choix et la manière selon lesquels il va transmettre sa matière. Et il est vrai que des éléments d'ordre pédagogique et psychologique rentrent en ligne de compte. Ainsi un enseignant doit, dans toute la mesure du possible, tenir ces aspects à l'oeil.

A l'image de Paul Sobol, encourageons les enseignants d'aujourd'hui à former des jeunes de telle sorte qu'ils soient animés par des idéaux de beauté et de tolérance de la différence. Ce au travers de l'apprentissage, de l'échange et du partage d'idées ou de convictions différentes. C'est le meilleur espoir pour éviter les erreurs du passé et permettre la coexistence pacifique de nos nombreuses différences, sources de tant de richesses. Restons curieux de ce qui nous différencie pour éviter des séparations ou affrontements résultant d'incompréhensions. Gardons les yeux grand ouverts, toujours.

Een pleidooi voor lange(re) luchthavencontroles

FELIX BLOMMAERT

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

MAYDAY MAYDAY!

De gebroeders Wright konden zich moeilijk voorstellen hoe hun hun uitvinding de wereld in een tijdperk van globalisatie gekatapulteerd heeft. Internationale luchtvaart heeft zich in de 20^e eeuw ontpopt als een dienst die zelfs de meest modeste consument de uithoeken van de wereld kan laten ontdekken. Toch staat de luchtvaartsector steeds meer onder druk voor haar grote schuld in de opwarming van de aarde. Maar zelfs in een pandemie-vrije wereld waar luchtvaart drastisch klimaatvriendelijker zou kunnen opereren, is er één ander groot

obstakel: veiligheid.

9/11 weegt na 20 jaar nog steeds zwaar door op het collectieve geheugen van de Amerikaanse burger. De 2977 doden maakten niet alleen de algemene terreurdreiging tastbaar voor de 'grootste democratie ter wereld', het was ook een duidelijk voorbeeld van de drastische gevolgen verbonden aan commerciële luchtvaart. Juist om die reden staan we vandaag langer in de rij in de luchthaven voor veiligheidscontroles, is de cockpitdeur versterkt en betalen we exuberante bedragen voor waterflesjes aan de gate aangezien we er zelf geen mee mogen nemen. Maar wat als ook die maatregelen onvoldoende blijken? Wat als het vliegtuig waarop je je bevindt in de handen komt van een terroristische kaper of een suïcidale piloot die richting een stad vliegt waar het dodentol van de burgers op de grond dat van de passagiers ruimschoots overtreft? Wanneer kan het leger van de overvlogen staat een burgervliegtuig neerhalen om een groter dodentol te vermijden.

HET TROLLEY-PROBLEEM

In wezen lijkt dit vraagstuk identiek aan het 'Trolley-probleem': op het traject van een rijdende tram liggen meerdere personen vastgebonden. Jij als observator hebt de keuze om door middel van een hendel de tram te doen verwisselen van spoor zodat de tram terecht komt waar slechts één persoon ligt vastgebonden. Vanuit een utilitaristisch perspectief trek je aan de hendel: het aantal doden daalt vanwege jouw handeling. Een meer Kantiaans perspectief verplicht de derde om niet te handelen. Dit doe je omdat er reeds een ernstig voorval zich zal voordoen en je verkiest om je er niet in te vermengen. De vraag wanneer het verantwoord of acceptabel is om burgervliegtuigen neer te schieten zou vanwege de gelijkenis met het Trolley-probleem dus op basis van de uitgebreide filosofische literatuur beantwoord kunnen worden.

¹ *Le cercle des poètes disparus*, film du réalisateur Peter Weir sorti en 1989.

² *Ecrire pour exister*, film du réalisateur Richard LaGravenese sorti en 2007.

³ Citation de Marc Bloch issue de l'émission « 3 minutes pour redevenir humain » du 29/07/2019 par Fabrice Vidal sur France Culture. ([https://www.franceculture.fr/emissions/3-](https://www.franceculture.fr/emissions/3-minutes-pour-redevenir-humain)

[minutes-de-philosophie-pour-redevenir-humain/marc-bloch-sans-se-pencher-sur-le-present-il-est-impossible-de-comprendre-le-passe](https://www.franceculture.fr/emissions/3-minutes-pour-redevenir-humain/marc-bloch-sans-se-pencher-sur-le-present-il-est-impossible-de-comprendre-le-passe))

Toch zijn er twee belangrijke verschillen die het antwoord beïnvloeden en juist daarom aandacht verdienen. Ten eerste gaat het Trolley-probleem uit van een scenario waar de tram ontwijfelbaar afstevent op de mensen op het spoor, het lot van een vliegtuig is echter veel moeilijker te bepalen. Het vaststellen van een gevaar aan boord van het vliegtuig *'beyond reasonable doubt'* kan slechts in uitzonderlijke gevallen; zowel voor mensen op de grond als voor militaire straaljagers die het vliegtuig onderscheppen is duidelijke communicatie of inzage in de cockpit niet altijd mogelijk. Daarenboven kan de situatie in een oogopslag veranderen; op meerdere vluchten passagiers kapers overmeestert en controle herwonnen.

Ten tweede weegt de wettelijke verplichtingen van de 'neerhalende staat' zwaar door naast het ethische dilemma, in tegenstelling tot het abstracte filosofische Trolley-probleem. Indien een staat weigert het gevaarlijk vliegtuig neer te schieten of te laat handelt, schendt ze mogelijk haar nationale en internationale verplichtingen om de mensenlevens van haar burgers te beschermen.

Het kruispunt tussen deze praktische overwegingen en het filosofisch vraagstuk is de startplaats van het recht.

BIJ HET RECHTE EIND?

Als reactie op 9/11 nam de Duitse wetgever het initiatief om het neerhalen van burgervliegtuigen als wettelijk toelaatbaar te achten zodra het vliegtuig een gevaar zou vormen voor burgers op de grond. De wet werd een jaar later teruggefloten door het Duits Hoogerechtshof wegens een schendingen van mensenrechten. Het Hof maakte een onderscheid tussen het scenario waar het vliegtuig louter terroristen als inzittenden had, en daarnaast het scenario waar het ging om een gekaapt vliegtuig met andere passagiers, zoals in 9/11. Volgens het Hof zou in dat laatste geval, gelet op de mogelijke hierboven aangehaalde onduidelijkheden, het in strijd zijn met het recht op leven om passagiers te reduceren tot objecten die door het leger neergeschoten zouden mogen worden.

Deze visie vindt veel bijval: het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van de Verenigde Naties verbiedt

namelijk de willekeurige beroving van leven. Daarenboven stellen belangrijke rechtsgeleerden dat een staat die zich vergist en een vliegtuig neerhaalt dat in werkelijkheid geen dreiging vormde; zich slechts uitzonderlijk zal kunnen beroepen op de vergissing om geen schending van de mensenrechten te kunnen claimen. Zo zou bv. Iran een betere inschatting van het gevaar kunnen maken of zelfs het luchtruim tijdelijk moeten sluiten vanwege de imminente dreiging van aanvallen door de VS, wanneer het verkeerdelijk een Oekraïens burgervliegtuig neerhaalde in januari 2020.

Het recht op leven is echter niet absoluut: uitzonderingen zijn mogelijk in zoverre ze noodzakelijk en proportioneel zijn. Daarom zijn bovenstaande argumenten misschien onvoldoende om tot een algemeen verbod op het neerhalen van burgervliegtuigen te komen. Ten eerste is het moeilijk om van noodzakelijkheid te spreken wanneer men niet kan vaststellen of het vliegtuig al dan niet een gevaar vormt. In de praktijk vertaalt zich dit vaak naar uren-durende intercepties waar de straaljagerpiloten het vliegtuig begeleiden naar een veilige plek waar het neerstort of in het beste geval landt. Ten tweede lijkt het neerhalen van een sportvliegtuigje weinig proportioneel wanneer men slachtoffers op de grond kan beperken met een tijdelijke ontruiming, een protocol dat gevolgd werd wanneer een sportvliegtuigje op het Witte Huis afstevende.

Internationale specifieke wetgeving vertelt ons niet meer dan deze mensenrechtelijke afweging: de Chicago Conventie roept staten op om zich 'te onthouden' van het gebruik van wapens op burgervliegtuigen en voorziet in uniforme interceptiemethoden. Over wat er dient te gebeuren wanneer de piloten het interceptieprotocol niet naleven zwijgt de Chicago Conventie echter.

Op basis van zowel mensenrechten als het internationaal luchtvaartrecht zijn er dus gevallen waarin staten alsnog burgervliegtuigen zouden kunnen neerhalen, de vraag is echter: wanneer?

Voor een duidelijk antwoord op die vraag hebben verschillende rechtsgeleerden dergelijke voorvallen en de internationale reactie daarop geanalyseerd. Kort samengevat hebben staten het recht om de

vliegtuigen door middel van signalen zoals radiocommunicatie, morse en zelfs het afvuren van waarschuwingkogels dwingen te landen. Een vliegtuig dat medewerking weigert is echter geen geldige schietschijf; wegens de onduidelijkheid in het vaststellen van gevaar en de internationale gevolgen van een het neerhalen, verdienen vliegtuigen een voordeel van de twijfel. Pas wanneer men *'beyond reasonable doubt'* een kwaadaardige intentie van de piloten vast kan stellen, die op geen andere manier geweerd kan worden, zou het neerhalen van een burgervliegtuig wettelijk zijn.

EN NU?

Dit antwoord is echter in veel gevallen even theoretisch als het Trolley-probleem: op 9 september 2011 waren de - ongewapende - straaljagers te laat om het laatste vliegtuig te onderscheppen. De eis dat staten een grondige risicoanalyse moeten maken bovenop de extreem korte reactietijd lijkt dus praktisch enorm moeilijk tot zelfs onmogelijk. Hieruit kunnen we het volgende concluderen.

1. Vanwege de korte tijdsspanne waarin defensie verschillende overwegingen dient te maken, zal de reactie allicht meer gestoeld zijn op veiligheidsoverwegingen en minder op wettelijke afwegingen.
2. Juist daarom is er nood aan een vooraf uitgewerkte volledige handleiding die paniecreacties van defensie kan voorkomen door op een duidelijke manier voor te schrijven binnen welke parameters men over kan gaan tot het gebruik van wapens. Deze handleiding kan, volgens mij, best op het nationale niveau aangenomen worden, gelet op de verschillen tussen staten. Het gevaar en de reactietijd op dit gevaar variëren sterk naarmate de regio; een vliegtuig dat vertrekt van Zaventem en ogenschijnlijk Brussel als doelwit heeft vergt een andere aanpak dan een vliegtuig dat opstijgt in een ruraal en afgelegen gebied.
3. Voorkomen is altijd beter dan genezen. Met kennis van de juridische en filosofische limbo waarin passagiers van een - mogelijks- gekaapt vliegtuig zich bevinden, lijken de lange wachtrijen op de luchthaven plots heel wat minder drastisch, zelfs wanneer ze je ontdoen van je lievelingsdeodorant.

L'ultracrepidarianisme : l'art de parler de ce que l'on ne connaît pas ?

**PIERRE-EDOUARD
GUILLAUME**

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE
PERSONNEL

Il y a quelques jours de cela, Etienne Klein, Ingénieur Centralien et philosophe des sciences sort une vidéo où il dénonce un problème de notre société : « Les ingénieurs, franchement, on ne les entend jamais ». En effet, bien qu'ils soient à la source des technologies et des inventions qui façonnent notre société, ces derniers ne sont que très rarement présents au cœur des débats publics. Et pourtant, la société aurait beaucoup à gagner en leur faisant confiance pour éviter le phénomène d'ultracrepidarianisme.

L'ultracrepidarianisme, cette ferveur que nous avons tous de vouloir donner notre opinion sur un sujet que nous ne connaissons pas. Il peut donc être à la source d'un certain nombre de préjugés et d'idées reçues sur des sujets de discussion majeurs aussi bien scientifiques que politiques. Un des sujets les plus emblématiques demeure celui relatif du nucléaire qui a beaucoup fait couler d'encre ces dernières semaines en Belgique. Ce débat, loin d'être récent, Donne lieu à des arguments parfois éloignés de la véracité scientifique.

LA SORTIE DU NUCLÉAIRE : QUEL IMPACT ?

Voilà une question très souvent posée, la réponse n'est pas facile et englobe plusieurs problématiques comme : la gestion des déchets, les objectifs climatiques à atteindre, la facture d'électricité du consommateur, la sécurité.

Aujourd'hui, en Belgique, la production d'électricité repose à moitié sur le nucléaire avec sept réacteurs REP (réacteurs à eaux pressurisées), répartis sur seulement deux centrales nucléaires : Tihange en Wallonie et Doel en Flandre.

Le gouvernement a décidé de remplacer les centrales nucléaires par des nouvelles centrales à gaz (et non

pas par des sources renouvelables) d'ici 2025 en plus de celles déjà existantes. Il a néanmoins prévu une issue de secours afin de prolonger le nucléaire en cas de risque sur la sécurité d'approvisionnement ou d'augmentation du prix de l'électricité. Il était donc encore question de prolonger les 2 réacteurs les plus récents (Doel 3 et Tihange 4) mais le gouvernement belge ne se décidant pas assez vite, Engie a pris la décision d'arrêter d'investir dans le nucléaire pour éviter de perdre des millions. Il faut également souligner qu'une centrale nucléaire est conçue pour durer au minimum 40 ans, les centrales aux États-Unis sont maintenant prolongées jusqu'à 80 ans.

Le système politique belge étant ce qu'il est, il y a de fortes chances que les centrales à gaz n'apparaissent pas à l'horizon 2025 : les appels d'offres ne commencent qu'en octobre 2021, et des riverains s'opposeront sûrement à la construction d'une centrale à gaz à côté de chez eux, ce qui entraînera inévitablement du retard. C'est un énorme pari de terminer la construction des centrales à gaz dans les délais prévus. Tout ceci mènera probablement à des black-out et une dépendance encore plus forte aux puissances étrangères.

Nous pouvons nous demander ce qui a bien pu amener le gouvernement à prendre une telle décision, malgré les réticences des experts en la matière, ainsi que la société d'approvisionnement Engie.

L'idée la plus répandue revient souvent à dire que la gestion des déchets est un problème, que les centrales sont dangereuses, ou encore que l'on peut se passer du nucléaire pour produire de l'électricité. Mais, tout cela est-il réellement fondé ou est-il le résultat d'une opinion publique influencée par l'ultracrepidarianisme ? Passons en revue les grands thèmes liés à ce sujet.

L'EMPREINTE CARBONE

Tout d'abord, il convient de s'intéresser à l'empreinte carbone des différentes sources de production d'énergie. Rappelons-le, nous avons une mission première à garder en tête, la réduction urgente de nos émissions de CO₂ ! Ainsi, la contenance en carbone des combustibles les plus répandus est la suivante: pour une même quantité d'énergie produite d'un kilowattheure (kWh), le charbon

émet 820 grammes de CO₂ ; le gaz naturel en émet 490 g, le solaire en émet 48 g et l'hydroélectricité en émet 24 g. Le nucléaire quant à lui n'en émet que 12 g, autant que l'éolien. Cela démontre l'intérêt majeur du nucléaire pour nous aider à atteindre nos objectifs climatiques. Tout les chiffres proviennent du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). De plus , la construction et la destruction des édifices sont comptabilisés dans le rejet du carbone.

Les centrales au gaz produisent 40 fois plus d'émissions que le nucléaire. Transformer nos centrales nucléaires en centrales à gaz d'ici 2030 hisserait la Belgique à la deuxième place du pays le plus polluant d'Europe, juste derrière la Pologne. La Belgique serait alors - et c'est désastreusement affligeant- le seul pays Européen à avoir augmenté ses émissions de CO₂ (on parle d'une augmentation de 47% en dix ans). Il est facile de critiquer Donald Trump et sa vision du climat, mais la Belgique ne vaudra guère mieux en voyant la direction qu'elle prend.

LA GESTION DES DÉCHETS

Sur l'ensemble des déchets issus de la production nucléaire : 82% en volume ont une faible radioactivité - 13% moyennement radioactif - 5% s'avèrent hautement radioactifs. Ces derniers représentent 97,5% de la radioactivité totale des déchets nucléaires belges. Les 4 500 m³ (une piscine olympique et demie) depuis le début de déchets à haute activité proviennent essentiellement de la production d'électricité. Afin d'avoir une idée plus précise sur la production de déchet nucléaire par habitant, nous pouvons dire qu'un centilitre de déchet à haute activité est produit par Belge en une année. En d'autres termes, une personne qui atteindrait l'âge de cent ans aurait ainsi produit trois canettes de déchets de haute activité au cours de sa vie.

Les déchets hautement radioactifs ne sont dangereux que par les radiations qu'ils émettent. Ils ne sont pas explosifs. Les isoler derrière une paroi suffisamment épaisse suffit à protéger complètement l'entourage.

On ne le sait pas assez mais la combustion du charbon rejette dans l'environnement pratiquement autant de réactivité que le combustible nucléaire utilisé en mode d'exploitation normale pour une production comparable d'électricité. L'extraction et l'emploi du gaz naturel libèrent aussi de la radioactivité dans l'atmosphère sous forme de radon. Les coûts de la gestion des déchets dans les deux cas nucléaires se situent entre ceux des deux options à combustible fossile. Ils sont très proches des coûts pour les centrales à gaz à cycle combiné. L'option au charbon, qui se place à la partie supérieure, implique des coûts de gestion des déchets à peu près quatre fois supérieurs à ceux des options nucléaires.

Dans le cas du stockage géologique, les déchets sont placés dans une couche stable profonde et souterraine, derrière toute une série de barrières artificielles et naturelles. Cet ensemble de barrières assure la sécurité à long terme : elles isolent et confinent les déchets, et retardent ou ralentissent et diffusent le rejet de la radioactivité. Même lorsque les barrières artificielles (béton et métal) auront complètement disparues au fil des siècles (après plusieurs milliers d'années), la barrière naturelle continuera à assurer un stockage sûr, en prévision de la réduction naturelle et spontanée de la radiotoxicité.

Pour avoir plus d'informations sur la gestion des déchets, n'hésitez pas à aller consulter le forum nucléaire.

Faut-il avoir peur du nucléaire ?

Il est important de se rappeler que le retrait total du nucléaire passe par une exploitation plus intense de l'énergie fossile. En plus de grandement favoriser le réchauffement climatique, les gaz à effet de serre rejetés par les énergies fossiles sont responsables de la mort de presque 3 millions de personnes par an dans le monde. La pollution de l'air est donc bien plus meurtrière que les nuages radioactifs libérés lors de potentiels accidents nucléaires.

Il est difficile de rendre le nucléaire plus sûr. En effet, la revue scientifique anglaise Lancet nous rapporte que le nucléaire est la source d'énergie la moins dangereuse. Pour 1 térawattheure produit, la pollution engendrée par l'exploitation du charbon provoque la mort de 28 personnes principalement dû à des

maladies pulmonaires. Ce chiffre est de 17 morts pour le pétrole, 3 morts pour le gaz naturel et quasiment 0, 0.04 pour le nucléaire en incluant les morts de Tsjernobyl (entre 9000 et 20000 morts jusqu'à aujourd'hui), et Fukushima (1 mort). Les chiffres viennent de l'UNSCEAR (agence de l'ONU).

En comparaison, des incidents comme des ruptures de barrage dans le monde ont fait beaucoup plus de morts. (La plus meurtrière est de 85600 morts).

Voici quelques années de cela, en 2012, lors d'un grand entretien des réacteurs Doel 3 et Tihange 2, on découvrit des fissures. Cela fit couler beaucoup d'encre et on parla de directement fermer les centrales. Pourquoi le public n'entend-il pas que les fissures en question ne sont visibles que grâce à des détecteurs ultrasoniques et sont présentes dans le métal depuis plus de quarante ans, lors de la coulée initiale des cuves des réacteurs. En réalité, il ne s'agit pas de fissures, mais bien de bulles d'hydrogène en position laminaire et incluses dans l'épaisseur de la cuve. Toutes les autorités compétentes considèrent qu'elles ne présentent aucun risque de sécurité. Le temps l'a démontré. Un peu contre-intuitif mais selon les experts, les fissures auraient même consolidé le réacteur.

On entend également souvent parler de la catastrophe de Fukushima au Japon, en 2011. L'évènement a été classé au degré le plus élevé dans l'échelle internationale des événements nucléaires. À l'origine, l'accident de Fukushima n'a rien de nucléaire. Le tsunami et la déferlante qui l'accompagne ont détruit les circuits de refroidissement et par voie de conséquence entraîné la surchauffe de trois réacteurs. Il y a eu des grosses fuites mais les cœurs n'ont pas été ouverts. Les autorités de TEPCO indiqueront que le mur de protection était conçu pour résister à des tsunamis déclenchant des vagues hautes de 5.7 mètres, celle de 2012 était de 15 mètre et se produit une fois tout les 5000 ans... En Europe, nous n'avons pas les mêmes réacteurs et ils sont pensés différemment.

D'après Daniel Soumillion, ingénieur civil et spécialiste du nucléaire, l'effroi de la population devant de telles catastrophes est compréhensible. Mais l'ultracrepidarianisme n'est pas toléré, associer les centrales occidentales

construites et protégées par des technologies d'une rare exigence aux centrales de Tsjernobil et Fukushima est un raccourci simpliste. Chaque implantation est analysée selon la fragmentation terrestre locale possible, tenant compte de la structure des sols et du passé sismique historique du lieu.

CONCLUSION

Abandonner le nucléaire en Belgique n'est qu'une promesse politique. C'est une idée tout à fait irréaliste dans les 30-50 ans à venir et entraîne d'ailleurs les reports consécutifs de son application. Le gouvernement propose en contrepartie de passer à la combustion du gaz en omettant plusieurs détails, elle produira des quantités non négligeables de CO₂ et elle augmentera le prix de la facture d'électricité pour le consommateur. On se retrouvera dépendant des puissances étrangères et on a bien compris durant la pandémie du Covid 19, qu'au moindre problème chaque pays défend son propre intérêt, ce qui signifie qu'on peut se retrouver sans électricité à n'importe quel moment. L'uranium peut quant à lui venir d'une multitude de pays et la création d'un stock conséquent est très facilement faisable.

On peut maintenant affirmer que la sortie du nucléaire a bien été orchestrée par l'ultracrepidarianisme et les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir. Mais existe-t-il des solutions pour éviter qu'une telle solution se reproduise ?

Pendant la pandémie du Covid 19 en mars, Angela Merkel (Allemagne) expliqua au peuple Allemand ce qu'était un virus et une pandémie. Ne pourrait-on pas imaginer un moyen où les experts pourraient informer la population et que les débats politiques soient fondés sur de véritables arguments pour éviter de refaire la même erreur que dans le nucléaire ?

(Je remercie Lancelot de Halleux, Aymeric de Vinck, Guilhem de Galembert, Jean-Louis Dembour, Théo Carrel et Lucie Dubois pour leur aide bien précieuse dans la réalisation de cet article.)

Bibliographie

Je recommande le livre « Arrêtons d'avoir peur » du Professeur Tubiana, de tout et en particulier du nucléaire. <https://www.quelleenergie.fr/magazine/economies-energie/peur-nucleaire-51685/> forum nucléaire.

<https://dailyscience.be/24/09/2019/faut-il-avoir-peur-du-nucleaire/>
<https://www.forumnucleaire.be/theme/contrôle-et-gestion-des-déchets-nucléaires/quadvient-il-des-déchets-nucléaires-belges>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Accident_nucléaire_de_Fukushima

<https://www.unscear.org/unscear/fr/cernobyl.html>

https://www.iaea.org/sites/default/files/35404682733_fr.pdf

“Ce que je pense” par Daniel Soumillion.

Editions

180°

<https://www.electricitymap.org/map>

auditoire dénote toutefois avec la théorie. Certaines voix s'étaient récemment élevées pour promouvoir une formation juridique davantage technique. En sommes-nous vraiment tellement éloignés que cela ?

STUDENTUS OECONOMICUS

L'année dernière, le professeur de droit du travail nous a invité, sans raison particulière, à lire un texte vieux de 145 ans : « Le combat pour le droit » de Rudolf von Jhering. Je dois l'admettre, jamais je n'aurais lu ce texte de ma propre initiative. Conscient que les étudiants d'aujourd'hui sont fort occupés, le professeur avait assorti son invitation d'un incitatif : l'étudiant qui parviendrait, en répondant aux questions de l'examen, à faire un lien remarquable avec le contenu du livre, obtiendrait un point supplémentaire.

L'étudiant en droit est avant tout un *studentus oeconomicus*. Après avoir lu les premières lignes, voire les premières pages, il se rend vite compte que lire – et surtout assimiler – les cinquante suivantes nécessitera un investissement démesuré en regard du seul point à gagner. L'étudiant rationnel préfère alors investir son temps et son énergie dans l'étude plus approfondie du syllabus ou encore dans le sommeil ou la détente. Cela lui sera plus bénéfique en termes de résultat que de passer des heures à lire ce vieux texte pour un point seulement. Quoi de plus logique ?

Combien d'étudiants se sont alors finalement prêtés au jeu ? Je l'ignore, mais en tout cas aucun parmi la dizaine d'étudiants qui me précédait à l'examen. Le « Ah ? Vous l'avez lu ? » empreint de surprise du professeur à mon passage à l'examen oral ainsi que les messages sur le groupe Facebook d'étudiants en quête d'un résumé miracle, étaient révélateurs d'un engouement modéré pour l'invitation.

C'est dommage, car le texte, bien que poussiéreux, a gardé toute sa pertinence aujourd'hui. Il est d'ailleurs parsemé de splendide métaphores. Sans même devoir partager l'avis de Rudolf, il constitue un point de départ remarquable pour le questionnement portant sur la raison d'être du droit et sa finalité.

LACUNE DU DROIT OU DE SON ENSEIGNEMENT ?

Le droit d'aujourd'hui devient de plus en plus technique (et par conséquent les études de droit aussi). C'est un fait qu'aucun juriste ou étudiant n'oserait contester. Le droit se perd de plus en plus dans les détails. Cela emporte le risque de faire perdre de vue au juriste la raison même du droit en soit et en tant qu'ensemble. Le juriste ou l'avocat se résume alors à un expert technique qui connaît toutes les règles, mais qui oublie la finalité de celles-ci. La volonté du professeur était de nous faire lever la tête du guidon. Il voulait nous inviter à nous questionner fondamentalement sur l'objet de nos études et remettre ce dernier dans un contexte. Mais son initiative s'apparente à une bouteille jetée à la mer, vu le peu d'intérêt qu'elle a suscité.

Ce qu'on peut tirer de cette expérience, c'est que si le programme de l'enseignement ne prévoit pas une place suffisante à la composante critique, il ne faut pas compter sur le temps libre et la volonté des étudiants pour pallier ce manque. Chaque étudiant a ses propres priorités, aussi légitimes les unes que les autres.

UN PLAIDOYER POUR LA VIOLENCE JURIDIQUE : RUDOLF AU 21^E SIÈCLE

Il est impossible de résumer « Le combat pour le droit » en quelques lignes seulement. Je ne peux que vous inviter à le lire également. Je me limiterai ici à vous transmettre ce que j'en ai tiré.

Rudolf était convaincu que le droit est le résultat de luttes de longue haleine, pouvant s'étaler sur plusieurs siècles. Pensons par exemple aux revendications relatives à l'abolition de l'esclavage ou au droit de propriété. Ces révolutions ne se sont pas faites en un jour, mais ont finalement permis de reconnaître que tous les êtres humains naissent libres et égaux (en droit), que chacun se voit reconnaître le droit fondamental d'accéder à la propriété. Le recours au « droit » distingue l'espèce humaine des autres espèces d'animaux.

Revendiquer son droit contre l'injustice est dans cette optique un devoir de l'individu envers lui-même, faute de quoi il se rangerait au même niveau que les autres espèces animales. En outre, c'est un devoir envers la société. En effet, le droit est

A quoi servent les études de droit ?

GUILLAUME VAN DOORSLAER

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

L'assistante ne perd pas une minute et nous pose directement une première question : pourquoi avez-vous entamé des études de droit ? C'est parti pour un tour de table. Je ne vous surprends pas si je vous dis que pour un tiers de la classe, le droit semble se résumer à un choix par défaut. Nul en math et en science, que reste-t-il à part le droit ? Pour la majeure partie de la classe, en revanche, le droit était un choix évident : davantage littéraire, et le droit menant à tout - comme on dit -, pourquoi pas se lancer dans ces études au prestige historique ? Deux étudiants, enfin, disaient étudier le droit pour mieux comprendre le monde qui les entoure. Mais au fond, à quoi servent les études de droit ?

LE DROIT, POUR FAIRE QUOI ?

A en croire les programmes des différentes universités belges, ces études semblent constituer un lieu propice aux réflexions portant sur la société. En articulant la philosophie autour de la psychologie, de la sociologie, de l'économie, sans oublier les cours de droit positif : qui pourrait prétendre être mieux outillé qu'un juriste pour réfléchir sur la société ? Plus fondamentalement, les études de niveau universitaire sont réputées ouvrir sur l'univers en assurant une certaine rigueur scientifique. Cela suppose une attitude curieuse et critique, au minimum dans la discipline étudiée. La pratique en

une arme collective. Si une seule personne en fait usage, l'arme perd son intérêt. Renoncer à revendiquer son droit équivaut à enterrer le droit et ce qu'il protège, pour tous.

La difficulté survient lorsqu'on hérite d'un droit sans avoir dû se battre pour l'obtenir. Cette difficulté s'exacerbe au fur et à mesure que les générations se succèdent paisiblement. Notre génération n'a pas dû se battre (au sens littéral) pour la démocratie dont nous avons hérité. La tolérance est au fondement de notre vivre ensemble et de notre prospérité. Pourtant, aujourd'hui, à l'heure où les vétérans nous livrent leurs derniers témoignages, les comportements hostiles se répètent et la tolérance est mise sous pression.

Rudolf déplore en outre le fait que le droit se résume à un simple calcul d'intérêt, servant alors d'instrument de nature patrimoniale. Il avalerait de travers en apprenant que de nos jours, on envisage une action judiciaire uniquement si l'intérêt en jeu dépasse un certain montant. Le système selon lequel des grands joueurs dans le secteur de la vente mettent en place des processus pour dissuader les clients lésés (et même les plus téméraires) de faire valoir leur droit joue aussi sur cette tendance. Qui serait assez fou que pour passer des mois à régler un problème de garantie ? On perd souvent moins de temps à regagner la somme nécessaire pour racheter le bien défaillant que d'obtenir la réparation à laquelle on a droit. Le droit n'en sort que plus faible et théorique.

EN BREF

Si en théorie, les études académiques de droit semblent faites pour favoriser les grandes réflexions fondamentales et interdisciplinaires, force est de constater que dans la pratique, l'enseignement du droit se rapproche d'un enseignement technique. Le contenu n'est pas à déplorer, mais la méthode d'assimilation dénote avec l'objectif. Difficile de compter sur la bonne volonté des étudiants pour y consacrer leur précieux temps libre. Mais si les étudiants en droit ne se prêtent pas à ce jeu, qui le fera ? Il est impérieux d'apprendre à poser un regard critique sur l'objet même de ses études et de sa pratique (future). C'est encore plus vrai lorsque l'objet constitue une composante incontournable du fonctionnement de la société, compte tenu des défis qui se

dressent et qui bouleversent la société elle-même (ou risquent de le faire à brève échéance).

L'étudiant en droit est amené par la force des choses à se focaliser pour sa carrière sur un aspect particulier du droit. Faire un pas de côté pour prendre un peu de recul ne semble pas toujours utile dans l'immédiat. Mais au fond, à quoi sert le droit ?

Financiële geletterdheid bij studenten: de grote sprong voorwaards?

ROBBE DE BRANDT

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

'Laat uw levenswijze vrij zijn van de liefde voor geld, en weest tevreden met de tegenwoordige dingen' (Hebreeën 13:5).

'Money, Money, Money' klonk het uit de monden van ABBA omstreeks 1976. Een duidelijke boodschap naar de buitenwereld toe dat geld een prominente plaats inneemt in onze wereld. Het verdienen, uitgeven en sparen van geld is de olie die onze economische machine doet draaien. In een kapitalistisch systeem is de rol van geld, en het gebruik hiervan een erg belangrijke functie toegeschreven. Maar wat is geld juist? En hoe vergaar ik er meer van?

Geld is datgene wat in een bepaald land of binnen een gegeven sociaal-economische context algemeen aanvaard wordt als betaling voor goederen en diensten en de terugbetaling van schulden. De belangrijkste functies van geld zijn: ruilmiddel, rekeneenheid en oppotmiddel. Als ruilmiddel wordt geld algemeen aanvaard als een goed dat directe ruil van andere goederen overbodig maakt. Als rekeneenheid is geld een uniforme maat voor koopkracht, waarin de waarde van verschillende goederen of diensten kunnen worden uitgedrukt en vergeleken. Als oppotmiddel is geld een opslagmedium voor koopkracht, om deze naar de toekomst over te hevelen.

Het is deze laatste functie van geld, dat moet dienen als opslagmedium voor koopkracht, waar het schoentje anno 2020 lijkt te knellen. Zowel de lage

interestvoeten van de voorbije jaren als de inflatie in dezelfde periode moeten besproken worden om te analyseren of geld nog steeds zijn rol als oppotmiddel vervult. We zullen in dit artikel beginnen met het bespreken van inflatie, vervolgens een blik werpen op de interestvoeten, om af te sluiten met een vergelijking tussen de twee.

Inflatie wordt door Van Dale gedefinieerd als 'waardeverminderingen van het geld, hetgeen leidt tot prijsstijgingen'. Ik geloof dat vele lezers al meerdere uren gependend hebben al luisterend naar een spraakgrage grootmoeder die verhalen vertelt over vroeger. Hoe mensen vriendelijker waren, hoe er meer gedanst werd en hoe je nog een glas bier kon kopen voor het equivalent van 1 of 2 cent. Deze tijden zijn echter lang vervlogen. Het leven wordt duurder en daar valt niet aan te ontsnappen. De Europese Centrale Bank (ECB) heeft in haar positie als monetaire autoriteit maar 1 doel: het niveau van de inflatie onder, maar dicht bij de 2% houden. Dit houdt in dat als de ECB haar doel behaalt, het leven elk jaar 2% duurder wordt.

Maar wat als jouw grootmoeder haar 2 cent niet had uitgegeven aan een glas bier, maar dit bedrag had gespaard? Om te voldoen aan de functie van oppotmiddel moet er een manier zijn om koopkracht te bewaren zodat deze overgeheveld kan worden naar de toekomst. De 2 cent zal moeten groeien om ook na vele jaren een glas bier te kunnen kopen. Dit wordt mogelijk gemaakt door een begrip dat interest of rente heet. Interest of rente is de vergoeding die iemand ontvangt voor het uitlenen van zijn of haar geld. Jouw favoriete oma zal, wanneer ze 2 cent op een bankrekening zet, jaarlijks een vergoeding krijgen van haar bank. Jaar na jaar zal haar saldo stijgen en hierdoor zal ook haar koopkracht bewaard blijven.

Wanneer we de snelheid waarmee het algemeen prijsniveau stijgt (inflatie) vergelijken met de vergoeding die iemand krijgt voor het uitlenen van zijn of haar geld (interest of rente) kunnen we de balans opmaken. Wanneer de rente hoger is dan de inflatie gaan spaarders er netto op vooruit. De koopkracht van hun spaargeld stijgt elk jaar sneller dan het algemeen prijsniveau. Dit creëert de mogelijkheid om vermogens op te bouwen. Anno 2020 ziet deze situatie er echter anders uit. De ECB streeft

naar een inflatie van onder, maar dicht bij, 2%. De rente is echter een pak lager: in België werd in de wet vastgelegd dat een gereguleerde spaarrekening een minimumrendement moet bieden van 0,11%. De basisrente moet minimaal 0,01% bedragen en de getrouwheidspremie (die je kan verwerven door het geld minimaal 1 jaar te laten staan) moet minimaal 0,10% procent zijn. Het resultaat van bovenstaande redenering resulteert in een sombere realiteit. De rente van 0,11% is niet hoog genoeg om de jaarlijkse inflatie van 2% te compenseren. Het resultaat is dat spaarders jaarlijks 1,89% aan koopkracht verliezen. Dit betekent dat er geen vermogens opgebouwd worden, maar dat net het omgekeerde, een verlies in koopkracht de realiteit is.

Deze sombere situatie is de realiteit waarin vele jongeren momenteel opgroeien. Jonge mannen en vrouwen die vakantie- of weekend werk doen en hun geld op een spaarrekening zetten verliezen jaarlijks aan koopkracht. Het probleem hierbij is dat velen onder hen deze realiteit niet onder ogen zien en dus onbewust hun koopkracht zien verkleinen. Als afsluiter van dit artikel formuleer ik graag een oproep aan de scholen, lesgevers en autoriteiten. Een oproep om deze situatie meer aandacht te geven onder jongeren. Een oproep om jongeren te begeleiden in deze situatie waarin ze jaar na jaar koopkracht dreigen te verliezen. Een oproep om naast het brede aanbod van opleidingen in onze secundaire scholen genoeg aandacht te bieden aan de financiële realiteit waarin we allen leven. Een oproep om naast de klassieke geletterdheid ook de financiële geletterdheid bij onze Belgische studenten omhoog te krikken.

Om terug te grijpen naar de Bijbelse quote waarmee dit artikel is geopend: weest tevreden met de tegenwoordige dingen, wees vrij van de liefde voor geld, maar behoud uw koopkracht!

Hartelijke, maar toch ook bezorgde groeten.

Le revenu universel, voie royale vers la fainéantise ou nouvelle liberté acquise ?

NINA WEYTJENS

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

LE REVENU UNIVERSEL, VOIE ROYALE VERS LA FAINÉANTISE OU NOUVELLE LIBERTÉ ACQUISE ?

Certains sujets suscitent une opposition caricaturale de thèses contraires. Le revenu universel en fait partie et les discussions s'enlisent souvent très rapidement en un « café du commerce » entre les deux thèses opposées, simplifiées à l'extrême !

Les deux critiques récurrentes évoquent une incitation à la fainéantise et la difficulté de financement. Je prendrai pour ma part un angle d'approche positif qui voit en l'allocation universelle des pistes de réflexion prometteuses pour un monde où la définition du travail n'a jamais autant été questionné. C'est d'autant plus vrai dans notre contexte de pandémie. L'idée d'un revenu universel temporaire revient dans le débat public ces dernières semaines comme remède pour faire face à la crise. L'objectif est affirmé : avec le coronavirus notre économie tourne au ralenti, les plus précaires sont désœuvrés et encore plus fragilisés et il faut inciter les ménages à retrouver le chemin de la consommation. Au lieu de multiplier une panoplie d'aide aux différents secteurs en difficulté à cause du lockdown, certains avancent qu'un tel revenu temporaire permettrait à répondre au désastre économique, redonner espoir et relancer la consommation.

Avant les thèses et antithèses, quelques grands principes. Tout d'abord une définition du revenu universel, ou de l'allocation universelle comme étant « une somme d'argent fixe versée par une communauté politique à tous ses membres, sur une base individuelle, sans condition de ressources ni obligation ou absence de travail ». Ensuite, un rappel que dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme « toute personne a droit au travail », et que dans notre

Constitution il est exigé d'assurer à chacun une existence conforme à la dignité humaine. On le voit, le débat sur le revenu universel reste directement lié à l'intégration par le travail.

QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DU REVENU UNIVERSEL

Ce revenu est trois fois inconditionnel. Tout d'abord, il ne dépend pas des autres revenus et s'ajoute au revenu de base que la personne a, peu importe le montant. Ensuite il n'y a pas de conditions attachées au revenu universel pour pouvoir en bénéficier. Il ne faut pas répondre à certains critères comme c'est le cas pour le salaire minimum ou encore payer une contribution comme c'est le cas de la sécurité sociale (l'exemple type est celui de la pension où il faut payer une contribution chaque année et une fois atteint l'âge d'accéder à la pension, on peut en bénéficier). Le dernier critère est celui qu'il est indépendant des choix de vies privées. C'est un droit individuel, qui que vous soyez et quel que soit votre choix de vie.

Le mot liberté est dès lors pour les défenseurs d'une grande importance. On a la liberté de faire ce qu'on veut avec le revenu universel. Personne ne sera là pour vous dire ce que vous pouvez ou ne pouvez pas faire. Il est à vous et acquis, personne ne peut vous le retirer.

UNE HISTOIRE DU REVENU UNIVERSEL... TRÈS BELGE

Tout d'abord rendez-vous en 1848 à Bruxelles avec la publication du livre « *Solution du problème social ou constitution humanitaire* » du philosophe belge Joseph Charlier. Sa vision était que l'humanité avait reçu de Dieu beaucoup de ressources mais que la priorité donnée aux propriétés privées aboutissait à un partage très inégalitaire des ressources. Pour Charlier, grâce au revenu universel, les citoyens auraient une sorte de sécurité sociale, les gens refuseraient des métiers qu'ils ne trouvent pas attirants et cela réglerait le problème social. Des années plus tard, le professeur Philippe Van Parijs se fera le chantre du revenu universel avec son livre *Basic Income. A radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy*.

LE REVENU UNIVERSEL DEVIENT UN « HOT TOPIC »

Aux États-Unis, dans les années 1960, le sujet du revenu universel va remonter au niveau politique.

Robert Theobald défend dans son livre *The Guaranteed Income* l'idée que les métiers vont être de plus en plus robotisés et que certains métiers vont disparaître. Il faut donc selon Theobald absolument dissocier le métier du revenu. Des années plus tard, en 1980, l'État d'Alaska, riche de gisement pétroliers, décide de créer un fonds avec les bénéfices dégagés. Le fonds investit sur le marché et redistribue chaque mois les bénéfices aux citoyens. Non seulement ceux-ci ont dès lors un revenu mensuel garanti mais de plus l'objectif est d'assurer, dans le cas où il n'y aurait plus de pétrole, que les générations futures d'Alaska puissent toujours profiter de ce fonds grâce au retour des investissements.

QUID DU TRAVAIL ? « LES GENS NE VOUDRONT PLUS TRAVAILLER, C'EST CERTAIN »

Oui, cette phrase-type est souvent entendue par les opposants du revenu universel. Pourtant dans les pays où le revenu universel a été testé, certes à plus petite échelle comme en Finlande, en Corse et à Utrecht, on constate que le temps de travail réduit va souvent être réinjecté dans un travail pour la communauté. Et ce malgré le principe que chacun est libre de « travailler plus pour gagner plus ». Deux constats s'imposent. Soit les gens n'arrêtent pas de travailler mais ils sont alors plus épanouis dans leur métier car c'est quelque chose qu'ils veulent faire ou qu'ils peuvent exercer dans de meilleures conditions. Soit le revenu universel permettra aux gens de se détacher du métier, mais c'est alors quasi toujours pour réinvestir ce temps dans le « bien commun ». A son tour, ce cercle vertueux permettra lui aussi de réaliser des économies dans l'aide aux personnes et les services à la communauté.

MAIS COMMENT FINANCER LE REVENU UNIVERSEL ?

Pour le financement du revenu universel, impossible de recourir à la naïveté, au simplisme du « yaka ». C'est d'autant plus délicat qu'il est difficile d'éviter qu'un territoire plus généreux que ses voisins ne crée un appel d'air. Pourtant, les difficultés ne sont pas si insurmontables que cela. Tout d'abord, et c'est la grande thèse du professeur Philippe Van Parijs, il faut profondément remettre en question l'inégalité actuelle des revenus. Si la diminution des inégalités est un objectif que l'on veut atteindre, il faut partir du constat que

l'emploi est devenu une source rare et très inégalement répartie et que les ressources aussi bien environnementales que sociales se font rares. Dans cette lignée, les défenseurs du revenu universel soulignent qu'il se substitue aux multiples aides sociales existantes, qu'il est un facteur de l'économie, et qu'il permet également de faire des économies sur les services à la communauté.

EST-CE DÈS LORS LA RÉPONSE À NOS CRISES ACTUELLE ET FUTURES !

Pour Thomas More, chaque habitant d'Utopia est assuré de moyens de subsistance sans avoir à dépendre de son travail. Plus prosaïquement, Emmanuel Macron relance le débat en annonçant dans son plan Pauvreté un « revenu universel d'activité ». Partout, des initiatives à plus petite échelle se multiplient et la demande se fait pressante de répondre de manière simple à la pandémie au lieu de multiplier des aides éparses. Certes, la mise en œuvre est ardue. Mais il est temps de dépasser les discours caricaturaux : le revenu universel ne se réduit pas à être un succès ou un échec. Il nous aide à réfléchir de manière plus fondamentale à une déconnexion entre le travail et le revenu, à une redistribution des ressources aujourd'hui trop inégalitaire. Le revenu universel permet de réfléchir à comment mieux se mobiliser pour le « bien commun », et je pense que cela correspond à l'aspiration de beaucoup de jeunes. Pour ma part, j'ai aimé partager ce bout d'utopie avec vous.

La petite histoire de l'astéroïde PAC:

(Politique Agricole Commune)

ADELINE HOUTART

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Au-delà de sa complexité, de la multiplicité de ses sources de (droit), de son nombre astronomique d'entités et de lieux de pouvoir, l'Union européenne bien qu'inaccessible pour tout un chacun, à l'exception peut-être de quelques spécialistes, est et reste

une grande incomprise de notre époque. Certains en ont une maîtrise partielle, très peu en ont une vue d'ensemble et mesurent ses avancées stratégiques à moyen terme.

C'est pour cela que je propose de nous resituer dans le contexte : nous allons entrer dans la galaxie Union européenne, destination l'étoile green deal, atterrissage sur les restes de l'astéroïde PAC. Oui, la PAC, cette petite et assez ancien astéroïde qui est entrée dans le champ de vision et donc d'attraction de l'étoile Green Deal et y a été intégrée par collision.

L'étoile Green Deal donne de l'espoir à tous ceux qui ont postulé que le changement climatique devait devenir une priorité. Cet étoile est bien sûr éphémère, tout comme toutes les politiques le sont et comme le Green Deal n'est qu'une politique parmi tant d'autres dans l'espace-temps. Étoile enfin qui fait partie d'un ciel étoilé qu'on observe de loin, la nuit par la fenêtre, parce que bien que le Green Deal impacte sur bien des aspects des compétences de l'Union, ce n'est qu'une de ses multiples facettes.

La PAC circulait déjà depuis plusieurs années lumières dans la galaxie européenne et qu'elle s'y sentait bien.

Les habitants de la PAC, au petit nom d'agriculteurs, profitaient jusque-là des ressources que ce cher astéroïde leur octroyait. Ses subsides faisant partie intégrante de la cohésion de la galaxie de l'Union et des objectifs primaires. En effet, ayant toujours tenu à rester indépendante en production alimentaire, l'Union organise le rachat des surplus pour l'assurer. La PAC ayant traversé plusieurs zones de turbulence, et au fil des années le nombre de normes encadrant les agriculteurs étant devenu assez conséquent, ces derniers se sont finalement continuellement appuyés sur ces ressources dans leurs plans agricoles annuels. Leurs vies quotidiennes et leurs exploitations, en sont devenues, dépendantes. Les habitants de la galaxie toute entière pouvaient en contrepartie profiter de nourriture de « bonne » qualité et à de bon prix.

Mais, un jour, peut-être à cause d'une nuée de météorites dans la galaxie, à cause des marches climatiques, des élections et de la pression intergalactique, engendrant de nombreuses turbulences ; l'explosion von der Leyen a eu lieu. L'étoile Green Deal est née. Formée de divers

morceaux de la galaxie européenne tels que l'énergie, le numérique, les accords commerciaux intergalactiques, ... et tout un tas d'autres débris plus ou moins importants qui se trouvaient trop près de l'explosion et qui ont été aspirés par le vide pour, par collision plus ou moins réformatrice former cette nouvelle étoile.

La PAC, vous l'avez compris s'est retrouvée dans ce champ et fait aujourd'hui aussi partie de cette étoile. Son problème est que sa collision l'a bel et bien intégrée dans l'étoile, mais n'a pas été assez brutale pour transformer toute sa matière en matière cohérente avec Green Deal.

Je m'explique, Green Deal a comme objectif la neutralité carbone pour la fin de sa vie stellaire. Pour cela elle se compose de cristaux avant gardistes et imposant une réforme drastique de la PAC, le futur devant être acté au plus vite, on lie les conditions de recevabilité de l'aide à des conditions nécessitant des changements drastiques dans les exploitations et c'est là qu'il y a un problème de compatibilité.

Des agriculteurs façonnés par des années lumières de politiques visant à rationaliser la production tout en gardant l'assurance de pouvoir nourrir toute la galaxie ont été intégrés. Cela les a poussés à s'organiser et à investir massivement dans de plus grandes exploitations, à utiliser des pesticides pour atteindre de meilleure rentabilité et pour avoir des exploitations qui n'étaient pas complètement dans le rouge, à abattre des haies pour pouvoir exploiter avec de plus grosses machines, Au fil des années les petits exploitants ont vu leurs parts de marché grignotées et se sont envolés vers d'autres astéroïdes. Aujourd'hui il paraît simple d'arrêter d'utiliser des pesticides et de passer au bio mais on ne tient pas compte que sans savoir faire adapté, sans nouveaux bâtiments, sans sources d'énergies, ... adéquats aux réductions d'émissions CO₂, la neutralité carbone, sans fonds spécifiques et temps de transition adapté (oui une haie mets des années à grandir, ou les investissements en panneaux solaires peuvent créer des zones d'ombres dans les champs et ainsi permettre une réduction considérable de la consommation d'eau en arrosage,...). Mais l'agriculture eco-responsable ce n'est pas qu'une agriculture zéro émission carbone, c'est aussi la fin des

pollutions de l'eau, une utilisation raisonnée des sols, d'utilisation de pétrole (du tracteur aux bâches agricoles). Demander aux agriculteurs de devenir eco-responsable c'est souvent demander de faire d'énormes investissements partout en même temps, si on veut atteindre les objectifs rapidement.

La nouvelle PAC sur l'étoile Green Deal se veut pour cela plus moderne, plus simplifiée et plus proches des réalités du terrain. Elle demande aux états membres de la galaxie de faire des Plan Stratégiques Nationaux qu'elle (UE) vérifiera chaque année. Outre le fait que coordonner tous ces plans risque d'être chaotique, cela revient à redonner du pouvoir aux états membres. Encore faut-il qu'ils considèrent tous au même degré d'importance l'agriculture et que chaque état membre prenne le temps autant que les autres de faire un plan répondant aux besoins des agriculteurs. Or personne ne sait prédire si ce sera le cas. Si ce n'est pas les agriculteurs des pays qui ont pris ce plan au sérieux bénéficieront de plus d'aides et seront favorisés par rapport à ceux des autres états membres, ce qui créera de la concurrence déloyale pourtant bannie de la galaxie.

Voilà donc cette PAC intégrée dans l'étoile Green Deal avec une majorité d'agriculteurs n'étant pas préparés, ni équipés pour être compatibles avec les enjeux de l'étoile, et incapables de financer leurs transitions vers de nouveaux minéraux. Se voyant mal préparés et privés de subsides, une grande partie de la population de l'astéroïde PAC risque de ne pas survivre.

Il serait aisé de déduire qu'au vu de l'importance de l'autonomie alimentaire de la galaxie, cette dernière payerait bien aussi la transition de ses agriculteurs. Cela ne va étonnamment pas de soi, au vu du nouveau budget agricole. On observe une certaine prise de conscience de la galaxie : le constat est là il va falloir qu'un grand nombre d'agriculteurs entament une transition écologique. Des subsides sont là pour ceux qui respectent les normes et encore un petit lapse de temps pour les autres. Mais le budget global diminue et la nouvelle étoile covid/crise qui scintille de tout feu ne fait qu'attirer l'attention vers d'autres politiques.

Le problème ne vient-il pas, alors, des habitants de la PAC, qui à force de

compter sur les subsides et arrangements pour assurer l'indépendance de la galaxie, sont eux-mêmes devenu dépendants de ces aides. Ce cadeau n'était-il pas empoisonné ? Dès lors que les ressources de l'astéroïde sont mises à sec par la galaxie, pour éviter que l'espace entier, dénommé terre ne manque pas de ressources, et voit sa production alimentaire mise à mal, la galaxie ne se saborde-t-elle pas elle-même, si elle n'aide pas ses agriculteurs dans cette transition ?

Dans une « galaxie intelligente » les agriculteurs comprendraient l'urgence climatique et les gains supérieurs liés à la production responsable vis-à-vis de l'environnement, ils entameraient d'eux-mêmes la transition, les états verraient leurs besoins et les soutiendraient par des mesures adaptées découvertes grâce à des projets pilotes réussis et partagé au niveau de la galaxie et de l'espace tout entier via une base de données accessible à tous. Cette transition se ferait facilement car tous ses citoyens comprendraient qu'une hausse des prix est tout à fait justifiée au vu des coups de productions.

Malheureusement, nous ne pouvons que constater le paradoxe de l'espace, qui crie à qui mieux mieux à la catastrophe climatique tout en ayant des organes tels que l'OMC qui dès qu'une galaxie veut taxer les imports-exports, se voit risquer une accusation de nuire à la compétitivité. La galaxie de l'Union n'est pas innocente, grâce à ses accords de libres échanges nous voilà par exemple avec de la viande produite aux quatre coins de l'espace, transportée à grand frais (carbone j'entends bien) par avion, pour atterrir dans nos supermarchés ou la viande d'agneau nouvelle-zélandaise avec ses prix imbattables, a sonné le glas des agneaux belges.

Ayant signé un accord, la galaxie se voit interdite de taxer ses importations pourtant notoirement néfastes et inutiles pour l'espace et la galaxie.

Les agriculteurs eux se voient soumis à des conditions de plus en plus strictes et à une concurrence déloyale, ils n'ont pas les outils financiers nécessaires pour faire cette transition et enfin adhérer complètement à ce Green Deal, il faut dès lors que d'une part nous les soutenions en achetant local, mais aussi et surtout que ce trou béant entre les composantes matérielles des agriculteurs de l'astéroïde et ceux

exigés pour faire partie intégrante de l'étoile Green Deal et donc pouvoir avoir accès à ses subsides, soit rempli par les états membres. Les agriculteurs sont ceux qui nous permettent de répondre à nos besoins primaires, nous ne pouvons pas nous permettre de remettre notre production alimentaire à d'autre galaxies telles que la Chine, ... En même temps, nous nous devons de réagir rapidement face à l'urgence climatique. Mais demander aux agriculteurs de s'adapter sans accès aux fonds nécessaires en un temps record est une mission impossible. Il nous faut donc travailler ensemble, chacun à son niveau, espace « Terre », galaxie « UE », planètes « états membres », citoyens et agriculteurs pour relever ce défi.

L'espace « Terre » pourrait vérifier par le biais d'un comité spécial par exemple si les raisons invoquées permettent de ne pas imposer d'interdiction de taxer les importations contrairement aux objectifs des accords de Paris, en étant plus flexible.

La galaxie de l'Union doit, en agissant dans l'objectif de la neutralité carbone veiller à accompagner toutes ses composantes. Il s'agit de débloquent des fonds suffisants et de vérifier que tous les états membres fassent bien leur PSN, ainsi qu'en créant une base de données avec des sources d'alternatives pour et par les agriculteurs. En gardant en plus un œil sur l'évolution des prix sur le marché pour que d'une part le local soit toujours le moins cher (taxe carbone) et d'autre part que les habitants de la galaxie puissent continuer de profiter de prix abordables tout au long de la période d'adaptation.

Les planètes états membres se doivent de les accompagner en s'informant sur le terrain et en accompagnant les agriculteurs avec un soutien ambitieux à leur PSN.

Les agriculteurs doivent réfléchir et proposer des solutions alternatives créatives pour répondre aux normes de la PAC.

Pour finir, et nous dans tout ça, nous simples habitants, grains de poussières de cet espace, terre, et plus précisément de la galaxie Union Européenne dont nous ne comprenons souvent pas grand-chose. Nous pouvons adapter nos comportements en ciblant nos achats. Car au final ne vaut-il pas mieux manger local en respirant de l'air un peu plus pur ? L'espace terre n'en vaut-il pas la peine ?

De strijd om Nagorno-Karabach

AUGUST WEBER

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

Nagorno-Karabach is een overwegend etnisch Armeense autonome regio in Azerbeidzjan, dat zowel geclaimd wordt door Armenië als door Azerbeidzjan. Armenië beroept zich op het feit dat de regio Nagorno-Karabach zowel etnisch als cultureel Armeens is: er wonen overwegend christelijke Armeniërs. Daarbij bevinden zich er eeuwenoude Armeense kerken en kloosters, waarvan sommige zelfs dateren van voor het ontstaan van de Islam. Dit is niet verwonderlijk omdat Armenië onder koning Tiridates III in 301 na Christus als eerste land ter wereld het christendom aannam als staatsgodsdienst. Sindsdien hebben Armeniërs kloosters en kerken gebouwd. Het

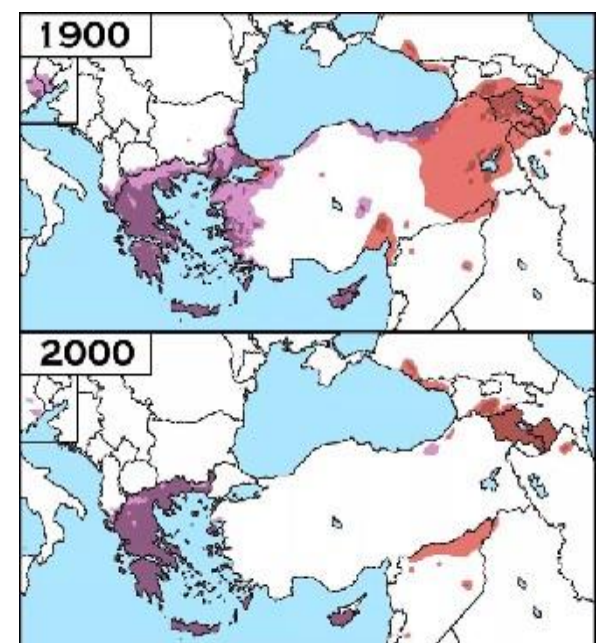
Armeens Comité van België: "Hun patrimonium en zeker dat van Nagorno-Karabakh wordt mondiaal bewonderd, ook door de Unesco, en behoort tot de oudste Christelijke architectuur. Sommige gebouwen klimmen op tot de 4de en 5de eeuw."⁴

Om het conflict tussen het islamitische Azerbeidzjan en het christelijke Armenië over Nagorno-Karabach beter te begrijpen moet er gekeken worden naar de geschiedenis. Azerbeidzjan is een trouwe bondgenoot van het eveneens islamitische Turkije. Beiden landen

hebben sterke economische, militaire, culturele en linguïstische banden. Erdogan: "the countries are one nation, two States".⁵

DE ARMEENSE GENOCIDE EN POGROMS:

De Armeniërs zijn niet de Armeense genocide vergeten. Van april 1915 tot oktober 1915 voltrok zich in het voormalige Ottomaanse Rijk een door de overheid geplande volkerenmoord op meer dan een miljoen Armeniërs. Naast Armeniërs werden ook andere christenen in het Ottomaanse Rijk, zoals de Chaldeeuse gemeenschap, niet ontzien.⁶ De Griekse bevolking, paars op de kaart, ontkwam grotendeels aan de genocide maar werd later wel massaal gedeporteerd.⁷ In 1922 kwam de Griekse en Turkse overheid overeen dat de 1,5 miljoen Grieken die leefden in Anatolië zouden worden uitgewisseld voor de 400.000 Turken die leefden in Griekenland.⁸ Na 1922 was er nog weinig over van het voormalig zo multiculturele Ottomaanse Rijk. En Nagorno-Karabach?



Door de chaos van de Russische revolutie van 1917 verloor Rusland haar controle over het gebied wat het huidige Armenië en Azerbeidzjan behelst, met als gevolg dat beiden landen de onafhankelijkheid uitriepen in 1918 en vervolgens in 1920 een korte oorlog voerden om Nagorno-Karabakh. Tijdens dit conflict werd de Armeense meerderheid van de stad Sjoesja in Nagorno-Karabach in maart 1920 vermoord door Azeris. Het was een pogrom tegen de christelijke Armeniërs. Een pogrom is een soort

⁴<<https://www.armencom.be/nl/gemeenschap/b-erichten/2251-n-nagorno-karabakh-dreigen-eeuwenoudekerken,-kloosters-en-begraafplaatsenvanaf-volgende-week-te-worden-vernietigd,-waar-blijven-europa-ende-unesco>>

⁵<<https://www.aljazeera.com/features/2020/10/30/whats-turkeys-role-in-the-nagorno-karabakh-conflict>>
⁶<<https://www.kuleuven.be/thomas/page/de-armeense-genocide/>>

⁷ kaart: <<https://www.pinterest.com/pin/384846730658515457/>>
⁸ J. Van Oudheusden en R. Boonstra, Feniks: Het Midden-Oosten (Amersfoort 2012) 13.

van klopjacht op een etnische of religieuze minderheid.⁹ Een dergelijke culturele zuivering wordt vaak gekarakteriseerd door de verwoesting van de omgeving van een etnische of religieuze groep en gaat vaak gepaard met fysiek geweld en moord, met als bedoeling de groep te intimideren, te verdrijven of te dwingen zich te assimileren met de omgeving.¹⁰ Van 23 tot 26 maart werd het hele christelijke gedeelte van de stad verwoest, inclusief historische gebouwen, vrouwen werden dagenlang onteert en vervolgens vermoord. Ook kinderen en bejaarden werden vermoord, net zoals tijdens de Armeense genocide van 1915. Sjoesja was voortaan een *islamic stronghold* in het overwegend christelijke Nagorno-Karabach en dus voor Azerbeidzjan een extra motivatie om het gebied te claimen in de toekomst.¹¹

KARABAKH MOVEMENT, NIEUWE POGROMS EN OORLOG:

Later tijdens de *Karabakh Movement* (1988-1992); een massale nationalistische beweging in Armenië en Nagorno-Karabach voor de transfer van Nagorno-Karabach van Azerbeidzjan naar Armenië, vonden er in Azerbeidzjan verschillende gruwelijke pogroms plaats op Armeniërs als revanche op deze Armeense onafhankelijkheidsbeweging.

Duizenden Armeniërs stierven en tienduizenden sloegen op de vlucht naar Armenië. De bekendste pogroms ten tijde van de *Karabakh Movement* waren: Sumgait (27-29 februari 1988), Kirovabad (november 1988) en Baku (13-19 januari 1990). In Sumgait werden Armeniërs op straat en in hun woonvertrekken gedood, velen Armeense vrouwen werden verkracht en de Azerbeidzjaanse politie liet dit alles gewoon gebeuren. Alleen in Kirovabad kon een bloedbad worden verhinderd omdat Russische soldaten

de Armeniërs beschermden en 40.000 Armeniërs deporteerden.¹²

In deze context en met de val van de Sovjet Unie brak de oorlog uit tussen Armenië en Azerbeidzjan om Nagorno Karabach in 1992. Tijdens de verovering van Chodzjali door Armeense troepen vond er een represaille pogrom plaats op de vluchtende Azerbeidzjaanse bevolking. Volgens Azerbeidzjaanse bronnen kwamen hierbij honderden burgers om het leven.¹³ De Armeense troepen wonnen de oorlog over Nagorno-Karabach en de op 6 januari 1992 uitgeroepen Republiek van Nagorno Karabach (die in 2017 werd hernoemt tot de Republiek Artsach), veroverde maar liefst 7 districten buiten de enclave, gebieden waar de Azeris de meerderheid van de bevolking uitmaakten. Door Russische interventie kwam er in mei 1994 een voorlopig einde aan het conflict.¹⁴ De Republiek Nagorno-Karabach bezette voortaan 9 procent van het territorium van Azerbeidzjan met als gevolg dat honderdduizenden Azerbeidzjanen ontheemd werden.¹⁵ De 7 veroverde Azerbeidzjaanse districten verbonden de Republiek Nagorno-Karabach met Armenië en zorgden voor een veilige bufferzone tussen de republiek en Azerbeidzjan.

Azerbeidzjan was uiterst ontevreden met het staakt het vuren van 1994. Het was niet alleen Nagorno-Karabach kwijtgeraakt maar ook 7 Azerbeidzjaanse districten met honderdduizenden ontheemden als gevolg. In de decennia die volgden zette de Azerbeidzjaanse regering zich dan ook in om deze gebieden te heroveren. Zo breidde het zijn leger sterk uit en verzekerde het zich van de steun van de Turkse president Erdogan.¹⁶ En uiteindelijk met succes: sinds september 2020 veroverde de Azeris het ene na het andere gebied. Toen ze zelfs de tweede grootste stad van Nagorno Karabach, Sjoesja

veroverde, berichtte een woordvoerder van de autoriteiten van Nagorno-Karabach dat de vijand vlak voor de deur stond. Stepanakert, de hoofdstad van Nagorno-Karabach bevindt zich slechts op 12 kilometer van Sjoesja.¹⁷ Diezelfde dag werd er een staakt het vuren ondertekent door de regeringen van Armenië, Azerbeidzjan en Rusland. Armenië moest alle gebieden afstaan die buiten Nagorno Karabach liggen. De recent veroverde gebieden door Azerbeidzjan was het eveneens kwijt.¹⁸

DE BALANS:

Aan de hand van het bovenstaande historische overzicht kunnen er een aantal conclusie worden getrokken aangaande het conflict tussen Azerbeidzjanen en Armeniërs over de regio Nagorno-Karabach. Als de balans wordt opgemaakt dan heeft de Armeense bevolking veel meer te leiden gehad onder pogroms dan de Azerbeidzjaanse. De pogrom van Chodzjali in 1992 is verwerpelijk maar moet in het licht gezien worden van eerdere pogroms tegen Armeniërs, die veel meer doden en destructie ten gevolg hadden. Verder is Nagorno-Karabach cultureel en etnisch overwegend Armeens. De Azerbeidzjaanse claim dat Nagorno Karabach van Azeris is, is gebaseerd op het feit dat Stalin dit bepaalt heeft in kader van etnische en religieuze vermenging.¹⁹ De Sovjet Unie bestaat echter niet meer: De Azerbeidzjaanse - en Armeense SSR zijn verleden tijd. Verder hebben de pogroms en de *Karabakh Movement* aangetoond dat een dergelijke multiculturele samenleving niet werkt en ook niet wenselijk is gezien de zeer pijnlijke historische verhouding tussen de twee landen, zoals hierboven besproken. Armeniërs willen zelfs niet onder Azerbeidzjaans gezag leven, ze zijn het gefaald multicultureel experiment meer dan moe: ze steken liever hun eigen huizen in brand dan ze over te dragen aan Azeris.²⁰

9 Van Dale Middelgroot woordenboek Nederlands (Utrecht/Antwerpen 2010)

10 <<http://gtb.inl.nl/iWDB/search?actie=article&wb=WNT&id=Mo55046>>

11 Chorbajian, Levon (1994). *The Caucasian Knot: The History & Geopolitics of Nagorno Karabagh*. London: Zed Books. p. 141. ISBN 9781856492881. "The city of Shushi, formerly the third largest city in Transcaucasia, saw its Armenian population decimated by the massacre of March 1920."

12 <<https://mirrorspectator.com/2016/03/17/28th-anniversary-of-sumgait-pogroms-commemorated/>>

13 <<https://azned.nl/nieuws/2016/06/30/khojaly-1992-de-vergeten-genocide-door-armenen/>>

14 <<https://historiek.net/eerste-oorlog-om-nagorno-karabach-1988-1994/137566/>>

15 The Central Intelligence Agency. "The CIA World Factbook: Transnational Issues in Country Profile of Azerbaijan". Archived from the original on 10 June 2009. Retrieved 14 February 2007. Military involvement denied by the Armenian government.

16 <<https://www.kerknet.be/kerknet-redactie/nieuws/oproep-voor-de-bescherming-van-hetergoed-nagorno-karabach>>

17 <<https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2020/11/09/autori->

teiten-nagorno-karabach-bevestigt-dat-azerbeidzjanoprukt/> (VRT 09/11/2020)

18 <<https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2020/11/09/rusland-azerbeidzjan-en-armenie-tekenen-staakt-het-vuren-innag/>> (VRT 10/11/2019)

19 <<https://www.kerknet.be/kerknet-redactie/nieuws/armeniërs-voelen-zich-vergeten-en-verraden>>

20 <<https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2020/11/14/armeniërs-steken-hun-huizen-in-brand-voor-de-overdracht-ervan-aa/>>

Terugkomend op de eeuwenoude christelijke erfenis in Nagorno-Karabach moeten we ervoor waken dat dit cultureel erfgoed niet door de Azerbeidzjanen vernietigt wordt. Armeniërs vrezen een nieuwe pogrom tegen het cultureel erfgoed dat zich nu in Azerbeidzjaans gebied bevindt. Zeker omdat de afgelopen maanden al verschillende kerken het mikpunt werden van beschietingen door het Azerbeidzjaanse leger.²¹

De enige oplossing die ik momenteel zie om te voorkomen dat de laatste Armeniërs zullen worden verdreven uit Nagorno-Karabach, is de internationale erkenning van dit gebied. Zo niet, dan zal Azerbeidzjan vroeg of laat dit gebied toch innemen, islamiseren en de eeuwenoude Armeense kerken en kloosters verwaarlozen of verwoesten, zoals al eerder gebeurde in Azerbeidzjan. Armenië kan niet op tegen deze rijke oliestaat die de afgelopen decennia veel meer geld heeft geïnvesteerd in defensie en voor 100% gesteund wordt door de militaire gigant Turkije. Zo heeft het Azerbeidzjaanse leger de recente overwinning op de Armeniërs vooral te danken aan de inzet van Turkse war drones.²²

Comprendre pour mieux combattre

MARIE-ALICE STEINBACH
MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Les attaques terroristes ne disparaîtront pas à seuls coups de droit pénal. La répression ne suffit pas. Après une série d'attentats en France et en Autriche, il serait judicieux pour la Belgique de faire le point sur sa politique de lutte contre le terrorisme.

La Belgique, comme la plupart des Etats, choisit le droit pénal comme réponse au terrorisme. Après qu'un attentat ait été commis, l'opinion publique se tourne bien souvent vers nos dirigeants et clame, à juste titre, que « cela n'aurait jamais dû arriver ». Le gouvernement se doit de réagir face

à ces actes de terreur et le droit pénal semble être la solution par excellence.

Il est indéniable que le droit pénal joue, et doit jouer, un rôle primordial dans la lutte contre le terrorisme. Mais cette politique ne suffit pas toujours à prévenir les attaques et les attentats en Belgique et en Europe de ces dernières années ne font qu'en témoigner. Dans le monde entier, notre pays a été pointé du doigt comme le berceau du terrorisme européen.

La Belgique devrait d'avantage investir, à côté du champ pénal, sur la mise en place de mesures préventives. Ouvrir le débat public apparaît tout aussi nécessaire.

MIEUX VAUT PRÉVENIR QUE PUNIR

Le droit pénal a un rôle essentiel à jouer, tant au niveau répressif que préventif. Il est nécessaire. Tout terroriste doit être poursuivi et puni pour les crimes qu'il a commis. Des règles doivent être adoptées et adaptées pour cela. Ces mêmes mesures peuvent également, dans une moindre mesure, décourager les candidats terroristes.

Mais notre société évolue constamment. Notre vision et nos manières d'agir doivent suivre. Face au terrorisme, la polarisation bien souvent observée ne peut être légitime. Le fossé entre le « nous » et le « eux », désignant les terroristes et les radicalisés, ne fait que s'aggraver, grandissant la menace²³.

Le droit pénal n'est d'aucune utilité face à cet abîme. La communication pourrait inverser la tendance. Il est essentiel de sensibiliser le public au rôle préventif qu'il est amené à jouer dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Nous devons évidemment pleurer nos victimes, dénoncer l'horreur du terrorisme et de la radicalisation, condamner ces actes de terreur. Nous devons réaffirmer, jour après jour, nos valeurs fondamentales. La répression du terrorisme doit se faire et bénéficier de moyens, tant matériels que financiers.

Mais nous devons tout autant relever le défi pédagogique que représente le terrorisme. Il est plus qu'urgent de comprendre la « *monstermachine* », de saisir ce qui pousse un jeune citoyen belge à défendre de tels idéaux allant à l'encontre de notre démocratie et de nos valeurs fondamentales. Les terroristes sont toujours entendus lorsqu'il est trop tard, une fois les attentats perpétrés. Si nous ne sommes pas en mesure d'entendre les revendications de certains, comment éviter la radicalisation ?

Le débat public devrait de plus occuper une place essentielle dans la prévention contre le terrorisme, même si certains craignent ses éventuelles répercussions. D'un manque de communication, seuls naîtront l'exclusion et une frustration renforcée.

REPÉRER LES PERSONNES VULNÉRABLES

Ouvrir le débat permettrait d'être plus critique. Les services concernés pourraient mieux repérer et aider les personnes vulnérables et susceptibles de se radicaliser. La discussion permettrait également de mieux comprendre les raisons pour lesquelles certains sont enclins à adhérer à de tels idéaux pourtant si radicaux.

« Bons baisers de Syrie... Bye bye Charlie ». Des mots postés sur Facebook par un Français, accompagnés d'une photo d'une Kalachnikov. La justice l'a condamné en janvier 2015 à six mois d'emprisonnement pour apologie du terrorisme. Même si ce *post* montre très peu de respect et de compassion envers les victimes de cet attentat, il aurait été pertinent de comprendre *pourquoi* poster ces mots, pour lui apporter l'aide nécessaire afin d'éviter tout risque de radicalisation. Le juge n'envisage généralement les faits que pour déterminer la responsabilité pénale *individuelle*. La justice n'essaye pas de comprendre le terrorisme et la radicalisation dans leur *globalité*²⁴. L'impact du procès en matière de prévention est donc nul.

²¹ <<https://www.kerknet.be/kerknet-redactie/nieuws/oproep-voor-de-bescherming-van-het-erfgoednagorno-karabach>>

²² <<https://www.youtube.com/watch?v=U668sZO5XyE>>

²³ ASSOCIATIEONDERZOEKSGROEP GOVERNANCE OF SECURITY, *Polarisering en radicalisering: een integrale preventieve aanpak, onderzoek in opdracht van Algemene Directie Veiligheid en Preventie*, SPF affaires intérieures, disponible sur <https://www.kennisplein.be/Pages/Polarisering->

[en-radicalisering---eenintegrale-preventieve-aanpak.aspx](https://www.kennisplein.be/Pages/Polarisering-en-radicalisering---eenintegrale-preventieve-aanpak.aspx), consulté le 17 novembre 2020.

²⁴ FOLLOROU, J., https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/15/face-au-terrorisme-l-urgence-d-un-large-debat_6056066_3232.html, publié le 15 octobre 2020.

« *Il faut bien sûr lutter activement contre les réseaux jihadistes, en accordant des moyens suffisants à notre justice et à nos services de renseignements, en s'attaquant aux paradis fiscaux et aux banques qui blanchissent l'argent sale des terroristes, en changeant en profondeur nos alliances commerciales et militaires avec les États qui les subventionnent* », rappelait l'eurodéputée française Manon Aubry ce mercredi 11 novembre²⁵.

Mais c'est plus que tout à la discrimination, au racisme, à la précarité et à la disparition de services publics de proximité qu'il faut réagir. Plusieurs projets en Belgique vont déjà en ce sens. Nous pensons notamment au « projet R » mené depuis avril 2015 par l'ASBL Cocon-Vilvorde, dont le principal objectif est de veiller à une collaboration optimale entre acteurs professionnels de la société civile de Vilvorde, dans le but d'assurer la mise en place d'un modèle de collaboration constructif et opérationnel dans le cadre de l'approche de la radicalisation²⁶.

PROTÉGER LES FONDEMENTS DÉMOCRATIQUES DE LA TERREUR

Le repli sur soi et la polarisation ne solutionnent rien au long terme. La répression pénale doit se trouver au sommet de la pyramide en matière de lutte contre le terrorisme. Prévenir doit néanmoins en renforcer la base.

Il est de notre devoir à chacun de protéger nos valeurs démocratiques et il incombe à nos dirigeants de fournir des outils pertinents pour le faire. Il ne suffit pas de prévoir des lieux de débat à tous les niveaux de la société. Il faut aussi former les citoyens et les encourager à y participer, d'autant plus si leurs idées sortent du *mainstream*.

La professeure à l'université de Gand, Marleen Easton, relevait, « *est-il sage pour le gouvernement d'imposer des restrictions de grande portée aux groupes radicaux qui vivent déjà à la frontière avec la légalité? La communication avec l'autre semble cruciale pour combler l'écart entre les deux groupes* »²⁷.

Ontdekking in Pompeii

MARIE POISQUET

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

Zoals de meesten wel onder ons doen, checkte ik gisterenochtend mijn facebookpagina. Ook weer zoals de meesten onder ons, volg ik nieuwspagina's om zo op de hoogte te blijven van wat er in de wereld gebeurt. Een van de artikelen die mij in het oog sprong is dat er door archeologen in de beroemde en onder lava verdoken stad, Pompeii, 2 lichamen ontdekt werden. Ik herinnerde me vaag van de lessen Latijn in het middelbaar wat er met die stad was gebeurd en besloot om toch even te gaan opzoeken hoe het precies zat.

In de jaren 80 na Christus verwoestte de Vesuvius de Romeinse stad Pompeii. Hier woonden ongeveer 13.000 mensen op het moment van de uitbarsting. Deze vulkaan maakte duizenden slachtoffers en bedekte deze met een dikke laag as en lava. De vulkaanuitbarsting wordt in onze geschiedenisboeken beschreven als een van de meest bekende erupties allertijden. Voor archeologen en onderzoekers is deze plaats het walhalla voor ontdekkingen uit de Romeinse tijd. Door de dikke laag as en lava zijn vele menselijke resten, fresco's en voedsel teruggevonden waardoor ze zo een duidelijker beeld konden schetsen hoe de mensen in deze tijd leefden. Alles is er zo gebleven sinds die fatale dag in het jaar 79 na Christus.

Aan de rand van Pompeii waren een aantal archeologen aan het werk in grote villa waar ze de twee lichamen vonden. Ze konden van het ene lichaam opmaken dat de jongeman een slaaf was door zijn gekneusde ribben. Het andere lichaam bleek chiquere kleding te hebben gedragen waardoor deze persoon kon duiden op een welgestelde burger. Onderzoekers menen dat hun overlijden te maken had met de pyroclastische stroom ten gevolge van de uitbarsting. De twee gevonden mannen zouden de

uitbarsting zelf overleefd hebben, maar werden tijdens hun vlucht van hun leven benomen. Ze werden gevonden in een aslaag van ongeveer twee meter diep. Ze lagen in een ondergrondse ruimte van de villa, waarschijnlijk op zoek naar beschutting tegen de stroom.

Om de twee lichamen te openbaren, maakten de onderzoekers 'afgietsels'. Hierbij worden de gevonden skeletten verwijderd en de achtergebleven holtes volgegoten met gips, waardoor archeologen de precieze vormen van de lichamen van slachtoffers kunnen vaststellen. Op deze manier zijn er al vele levensverhalen van slachtoffers ontdekt.

De stroom, bestaande uit half vloeibare lava, gas, rotsen en as zorgde voor een extra lading slachtoffers. Met snelheden van meer dan 700 km per uur en een temperatuur van boven de 800 graden, hadden de inwoners geen schijn van kans. Na een korte rust tussen de twee stromen in, probeerde de bevolking zich zo snel mogelijk uit de voeten te maken, maar tevergeefs. Deze tweede, razendsnelle en zelfs nog schadelijkere stroom deed huizen instorten en mensen verstikken. Vervolgens werd de stad in een dikke laag as begraven.

Ten noordwesten van de Vesuvius lag Herculaneum. Dit stadje, dat ook niet bespaard is gebleven van de uitbarsting, was gekend als een vakantieoord voor de rijke Romeinen. Gelukkig waren de meeste inwoners van deze stad op tijd gevlucht maar aan de kust werden er toch nog een 300tal menselijke resten gevonden.

Dit walhalla voor archeologen en onderzoekers houdt hen al decennia op de been. In de jaren 60 werden op een verkoold houten bed de overblijfselen van een man gevonden. Volgens archeologen zou dit de conciërge geweest zijn van het Collegium Augustalium, meer bepaald het centrum van de cultus van keizer Augustus. Twee jaar geleden werden de resten van deze man opnieuw onderzocht en zag een forensisch antropoloog, Pierpaolo Petrone, iets glinsteren in de uiteengebarsten schedel. Dit bleek een vreemd, zwart, glasachtig materiaal te zijn.

²⁵ AUBRY, M., *Lutte contre le terrorisme et droit à la liberté d'expression et d'éducation (débat)*, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-9-2020-11-11-INT-1-131-0000_FR.html, publié le 11 novembre 2020.

²⁶ I.B.Z., *Sécurité et prévention. Vilvorde : « Projet R »*, <https://www.besafe.be/fr/base-de-connaissances/vilvorde-project-r>, publié le 14 août 2020.

²⁷ EASTON, M. et al. "Is er plaats voor 'radicalisme' in onze democratische maatschappij?", Orde dag, 2013, n°62, p.11.

Onder leiding van Petrone stelde het team vast dat het glasachtige materiaal eiwitten en vetzuren bevatten van haar en hersenweefsel. Door de hoge temperaturen werd het hersenweefsel verbrand en verglaasd. Het onderzoeksteam merkte op dat extreme stralingswarmte, in dit geval een maximum van 520 graden Celsius, in staat is om lichaamsvet te doen ontbranden en zacht weefsel te laten verdampen. Door een flits van extreme hitte gevolgd door een snelle daling van temperatuur, is het gelukt om hersenmateriaal te verglazen. Deze sensationele ontdekking vormt een unicum van dit fenomeen. Het is de eerste keer dat er verglaasde overblijfselen gevonden werden. Wanneer men menselijk hersenmateriaal terugvindt, bestaat dit meestal uit een zeepachtig materiaal.

Bij dit onderzoek stopt Petrone niet. De antropoloog is al enige tijd bezig met het onttrekken van DNA-sequenties uit het beschadigd en gedegradeerd DNA van de menselijke resten. Hierdoor konden er familieverbanden gevonden worden waardoor de afkomst van deze mensen nauwkeuriger kan worden ontdekt. Er werden overblijfselen gevonden van zeven vrouwen en drie mannen die met elkaar verwant waren, geboren in het Midden-Oosten en via deze gegevens kon men dan aannemen dat het over slaven ging. Als het team erin zou slagen om het verglaasde materiaal opnieuw te kunnen verhitten en vloeibaar maken, dan zou het mogelijk zijn om het DNA van deze man te kunnen vinden, maar dit is nog toekomstmuziek.

La dynamique économique des influenceurs virtuels

OLIVIA DE TERWANGNE
MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

L'ère du numérique a provoqué des bouleversements dans notre société. Ces bouleversements sont notamment dus à l'essor d'Internet et des réseaux sociaux. Différents canaux et moyens de communication ont vu le jour. Les internautes du monde entier passent

en moyenne, quotidiennement, 2h23 sur les réseaux sociaux. Tout en restant innovantes et pour communiquer efficacement avec leurs prospects et clients, les entreprises ont dû s'adapter. Certaines d'entre elles ont choisi comme mode de communication marketing de faire appel aux influenceurs.

Nouveaux leaders d'opinion dans le monde numérique, les influenceurs sont devenus depuis quelques années un élément essentiel de la stratégie de communication d'une marque. La majorité des marques qui souhaitent accroître leur notoriété, leur visibilité ou stimuler leurs ventes travaillent avec des influenceurs. Cependant, l'utilisation de ces leaders d'opinion a un coût assez important pour une entreprise. C'est pourquoi, nous avons assisté à l'émergence d'influenceurs virtuels sur les plateformes digitales et plus précisément sur Instagram, le réseau social leader du marché du marketing d'influence.

Comme leur nom l'indique, les influenceurs virtuels sont inspirés par les influenceurs humains. Tous deux communiquent et partagent divers contenus avec leur communauté d'abonnés sur les réseaux sociaux. Ce qui les différencie est le fait que les influenceurs virtuels n'existent pas en dehors de nos écrans, ils sont exclusivement fictifs.

LA CRÉATION DE CES AVATARS
Grâce à l'intelligence artificielle, les influenceurs virtuels sont fabriqués de toute pièce par des agences de publicité ou par des marques. La plupart de ces influenceurs sont conçus par le "facering". Cette méthode consiste à filmer ou à photographier un visage humain et à capturer ses mouvements afin de les reproduire sur un personnage en 3D. Physiquement, ces avatars peuvent être des copies conformes d'êtres humains et se fondent même dans la réalité.

Au-delà de la prouesse technologique, les influenceurs virtuels sont devenus un nouveau type de stratégie de publicité et de marketing. Les créateurs de ces personnages sont généralement des marques ou des individus qui ont trouvé un moyen de retirer le facteur humain des influenceurs. Ils peuvent virtuellement leur faire dire et faire tout ce qu'ils veulent. Ce type d'influenceurs a une vie bien définie. Leurs convictions sont

souvent assez proches de celles des agences qui les ont créés. Cependant, même s'ils sont tous différents, ils sont créés dans un seul but : faire de la publicité. C'est donc de cette manière que se développent les enjeux économiques des influenceurs virtuels.

Ces nouveaux venus secouent le monde de la publicité et des réseaux sociaux. Ils offrent aux spécialistes du marketing et aux personnes qui les ont créés de nouveaux moyens de promouvoir un produit. Comme les influenceurs humains, ils se prennent en photo, font des vidéos et partagent régulièrement du contenu sur le web avec leur communauté.

L'ORIGINE DE CE PHÉNOMÈNE
Le précurseur de cette tendance nous vient tout droit du Japon. Créée en 2007, Hatsune Miku représente commercialement la marque Vocaloid, un logiciel de synthèse vocale. Étant très populaire et considérée comme la première chanteuse entièrement virtuelle, ses concerts virtuels font encore danser des milliers de personnes dans le monde aujourd'hui.

Depuis la création de Hatsune Miku, les choses ont bien changé. Le côté commercial et le côté marketing des influenceurs virtuels se sont beaucoup développés. En 2016, une certaine Kizuna Ai, également fictive, a commencé à poster ses vidéos sur YouTube. Avec un succès mitigé au début, celle-ci a commencé à attirer l'attention du public japonais et sud-coréen au début de 2017. Avec des clips musicaux, mais aussi des vidéos de jeux, de style de vie et autres, elle a très vite été considérée comme le premier Youtuber virtuel, avec plus de 2 millions d'abonnés. C'est en constatant ce succès que certaines marques occidentales ont décidé de se lancer dans l'aventure en adoptant une muse virtuelle. Par la suite, d'autres influenceurs virtuels ont fait leur apparition dont : Lil Miquela ou encore Shudu Gram. Lil Miquela, jeune adulte âgée de 19 ans, est depuis 2016 la plus grande influenceuse virtuelle d'Instagram avec 2,8 millions d'abonnés. Elle se tient aux côtés de grandes marques de mode et de luxe comme Calvin Klein ou Prada. Shudu Gram, quant à elle, est la première top-modèle virtuelle du monde apparue en 2017 et possède à l'heure actuelle 210 000 abonnés sur son compte Instagram. Shudu Gram a d'ailleurs été mise en valeur par le biais de la ligne

de maquillage de Rihanna où on la retrouve portant un rouge à lèvres orange.

L'AVANTAGE ÉCONOMIQUE DE CE PHÉNOMÈNE

Selon une étude publiée en 2019 par HypeAuditor, une plateforme basée sur l'intelligence artificielle permettant de trouver les bons influenceurs et de suivre de près les campagnes d'influence, les publications des influenceurs virtuels ont un taux d'engagement trois fois plus important que celui obtenu par les influenceurs humains. Cela signifie que les abonnés des influenceurs virtuels sont beaucoup plus engagés et plus susceptibles de réagir au contenu qui a été posté. Et c'est cette popularité que les grandes marques recherchent aujourd'hui. C'est un enjeu économique considérable. Ces marques ont un grand pouvoir économique. Elles investissent beaucoup d'argent dans la publicité et attachent une grande importance à la promotion de leurs produits ou de leurs activités. Les influenceurs virtuels sont dès lors le moyen idéal pour elles. Ils incarnent la marque sans que celle-ci doive collaborer avec des influenceurs humains extérieurs. Il s'agit d'une façon de réduire les coûts de promotion tout en étant présent sur les réseaux sociaux en tant que leader d'opinion numérique.

LES CRAINTES SUSCITÉES PAR LES INFLUENCEURS VIRTUELS

Les influenceurs virtuels font fort sourciller un grand nombre de personnes aujourd'hui. Ils soulèvent le problème de l'idéalisation du corps, car ces individus numériques au physique pratiquement parfait sont également en contact avec un jeune public en construction. Ils nous éloignent également de la réalité en montrant des individus qui n'existent pas et peuvent nous manipuler. En effet, toutes leurs paroles, tous leurs faits et gestes sont tout droit sortis de l'imagination de leurs créateurs et de ce que ces derniers veulent susciter chez les personnes qui les suivent.

En conclusion, cet outil marketing est en pleine croissance mais reste cependant à utiliser à bon escient pour ne pas déconnecter totalement les réseaux sociaux de la réalité. Les influenceurs virtuels présentent un risque sur l'avenir des influenceurs « réels » humains. Reste-il encore des beaux jours pour les influenceurs humains ou bien ceux-ci vont-ils être

petit à petit remplacés par les influenceurs virtuels ? La question reste posée.

Bibliographie

- Belwaer, O. (2020, 11 mars). Instagram et les influenceurs virtuels : le marketing du futur. SEMrush. <https://fr.semrush.com/blog/influenceurs-virtuels-instagram-futur-marketing-digital/>
- Cimelière, O. (2019, 27 septembre). Avatars & Influenceurs virtuels : un phénomène clé et ambigu à surveiller. Les éclaireurs de la Com. <http://www.eclaireursdelacom.fr/avatars-influenceurs-virtuels-un-phenomene-cle-et-ambigu-a-surveiller/>
- Dussert, M. (2018, 18 septembre). Ces 5 mannequins virtuels qui font un carton sur Instagram. L'ADN. <https://www.ladn.eu/media-mutants/reseaux-sociaux/ces-influenceurs-virtuels-qui-cartonnent-sur-les-reseaux-sociaux/>
- Forrester, J. (2019, 25 juillet). Creating Virtual Influencers for the Digital Generation. Talking Influence. <https://talkinginfluence.com/2019/07/25/creating-virtual-influencers-for-the-digital-generation/>
- Sokolov, M. (2019, 5 décembre). Virtual influencer trends : an overview of the industry. The Drum. <https://www.thedrum.com/opinion/2019/12/05/virtual-influencer-trends-overview-the-industry>
- S., I. (2020, 5 mars). Les influenceurs virtuels remplaceront-ils les vrais influenceurs ? Agence des influenceurs. <https://agencedesinfluenceurs.com/marketing-influence/influenceurs-virtuels/>
- Soulier, É. (2020, 12 février). Les influenceurs virtuels, la grande tendance de la décennie à venir ? Économie numérique. <http://blog.economie-numerique.net/2020/02/12/les-influenceurs-virtuels-la-grande-tendance-de-la-decennie-a-venir/>

Pensées d'un pédant sur le complotisme

JEAN-GUALBERT NÈVE

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Le monde s'affole, une terrible menace serait sur le point de faire basculer notre démocratie : le complotisme. Cette menace sournoise de méfiance

généralisée, cette tendance à la victimisation perpétuelle face à un monde malveillant, cette conviction d'être détenteur de la vérité se propage à une vitesse fulgurante.

L'Histoire est jalonnée de complots, de comploteurs qui assassinent et manipulent. Le complotisme est l'idée abusive de croire que l'Histoire serait le fruit d'un groupe occulte qui tirerait secrètement les ficelles, et de voir des complots partout, tout le temps. Ce phénomène n'est en fait pas nouveau. Car l'homme, muni de son puissant intellect matérialisé dans son cerveau de 1,5 kg, a l'heureuse manie de tenter de raisonner le monde qui l'entoure, de donner à la réalité des causes rationnelles, ou non.

De Mathusalem à aujourd'hui, cette tentative d'explication de l'extraordinaire réalité qu'est la vie s'est souvent faite par l'invocation d'Une Vérité. Pour l'homme en quête de sens, la croyance dans les polythéismes, les monothéismes, le "premier moteur" d'Aristote ou encore le déisme de Spinoza, fut une manière d'expliquer l'inexplicable. Cette recherche de vérité lui a permis une espérance du Bien, une explication du Mal et un modus vivendi acceptable. Si pour certains le monde serait soutenu par une force du Bien, d'autres voient dans les horreurs qu'affrontent les hommes, la révélation du Mal. Le complotisme est une version affadie de cette recherche de sens qui place des intentions malveillantes dans les puissants de ce monde pour trouver Une origine au mal.

Les complotistes sont persuadés d'être en croisade contre la pensée unique. Dans l'Occident du XVI^e siècle, l'absolutisme royal et l'autorité ecclésiastique incarnaient la claustration de l'esprit. La montée de l'orthodoxie de l'Eglise catholique vit simultanément naître le développement des sciences qui alimenta le développement d'un scepticisme grandissant. Les sceptiques - parmi lesquels Michel de Montaigne et sa devise "Que sais-je ?", ou René Descartes et son doute systématique - jetèrent les bases de la méthode scientifique. Les sceptiques, inspirés par le grec ancien Pyrrhon, rejettent tout dogmatisme, car ils cherchent toujours, sans jamais prétendre avoir trouvé la vérité. Le but étant non seulement de nous faire éviter l'erreur, mais également d'atteindre l'ataraxie (tranquillité), pour n'être plus confrontés aux

incohérences de nos certitudes et vivre calmement loin des conflits de dogmes. Aujourd'hui, rares sont ceux qui savent concilier foi et raison, et nombreux sont ceux ne trouvent ni refuge dans la foi ni réconfort dans la science. Face à l'immensité des connaissances d'aujourd'hui et le foisonnement d'information disponible, certains préfèrent se réfugier dans la certitude que le monde est contre eux, que des hommes animés par les forces du mal complotent en secret contre l'humanité. Dans le manichéisme ambiant, après avoir vu s'opposer Osiris et Seth, Dieu et Lucifer, aujourd'hui ce sont Didier Raoult et Bill Gates qui se disputent l'hégémonie morale. En constatant avec étonnement que le port du masque puisse être hier inutile, et aujourd'hui essentiel, ou en voyant les excès de confiance des pourfendeurs de la Chloroquine - avec des études biaisées publiées dans le Lancet - on comprend le manque de confiance dans les spécialistes et on comprend ce désenchantement face aux experts. Le complotisme a récemment pu prendre ces racines dans ce manque de cohérence. Il est le symptôme de l'homme perdu. On peut regretter que le citoyen ne se place pas assez du point de vue de ceux qui gouvernent. On peut fustiger cette société du soupçon perpétuel. Mais que serait une société sans constante remise en question ? Que serait une politique sans constante légitimation ?

Regardons-nous : une poignée de jeunes voguant sur les rives de la réussite aisée, bénéficiant des choix avisés de nos prédécesseurs plutôt que de nos accomplissements personnels. Dans notre caste, nous sommes tous baignés par les mêmes canaux d'information, les réseaux sociaux façonnent nos références et notre vision du monde, notre champ de vision s'arrête aux bords de nos écrans. Comment pourrions-nous prétendre à une quelconque objectivité ? Ne soyons pas hypocrites, et ayons le courage de voir nos propres lacunes. Car il faut se méfier de soi-même, notre esprit critique est continuellement assailli par les biais cognitifs.

Dunning et Kruger ont saisi un des maux qui rongent notre esprit critique, c'est l'effet de surconfiance, ce biais qui nous fait rêver à notre compétence alors que nous ne sommes que débutants. En effet, quand nous effleurons superficiellement un champ de connaissance, nous croyons

soudain "savoir". Nous regardons un documentaire sur les abeilles, et pensons pouvoir du jour au lendemain devenir un apiculteur prolifique. Or il faut comprendre qu'à ce stade, nous ne savons fondamentalement rien. Nous sommes au sommet de la montagne de la stupidité, et risquons de pêcher par ultracréditarisme, c'est-à-dire le fait de se croire crédible dans un domaine que l'on ne maîtrise pas. Bien sûr nous en sommes tous coupables, et heureusement que l'on peut donner son avis sur tout, mais n'oublions jamais l'immensité de notre ignorance et l'humilité qu'elle nous impose. La maladie du Nobel prouve le besoin de recul qui incombe à toute personne raisonnable. Parce que quelqu'un a réussi dans son domaine d'expertise, il se croit soudain prophète et se permet d'éclairer nos lanternes sur des questions qui le dépassent, même lui. C'est ainsi que l'on peut basculer de la découverte du HIV à la défense de la mémoire de l'eau. A travers le prix obtenu, un homme modéré peut se persuader qu'en fait il est génial en tout. Ensuite en tant que figure d'autorité, il sera repris par d'autres. Le meilleur moyen de se défendre contre les contre-vérités, c'est de s'informer, pour dépasser la montagne de la stupidité, et basculer de l'autre côté, dans la vallée de l'humilité. C'est dans cette vallée que l'on découvre son incompetence. Combien parmi vous doutent de la réalité du réchauffement climatique ? Aucun, fort heureusement. Mais combien savent quels mécanismes se cachent derrière le réchauffement. Comment est-il possible que quelques dizaines de "parts per million" de CO₂ réchauffent une atmosphère épaisse de 600 km ? La vapeur d'eau n'est-elle pas le principal gaz à effet de serre ? Comment une molécule si petite que le dioxyde de carbone serait capable de dérégler toute la planète ? Et par quel mécanisme ? Il n'est pas si simple de répondre à ces questions, peut-être surestimez-vous vos connaissances, non ? Mais attention, face à vous, les climatosceptiques ont réponse à tout ! Face aux attaques et aux certitudes des complotistes, nous sommes vite désarmés.

Quand une fois la calomnie est entrée dans l'esprit d'un médisant, elle n'en déloge pas. Voltaire voyait la calomnie dans les dogmes religieux du XVIIIe siècle, où est la calomnie aujourd'hui ? Les complotistes sont sur toutes les lèvres. Nous balayons chacun du revers de la main ces égarés en croyant leur être supérieurs. Mais nous faisons

une erreur : confondre complotisme et mensonge. Car le complotisme lui aussi est en quête de vérité, et prétend justement mener un combat contre le mensonge. Il arrive que les complotistes posent les bonnes questions, mais ils y apportent les mauvaises réponses. Et surtout ils pêchent par certitude. Mais nous sommes aussi coupables qu'eux, car obnubilés par la certitude de nos connaissances, nous ne voyons pas qu'elles sont en fait approximatives. La recherche de la vérité est un combat perpétuel contre nos propres croyances.

Alors non, les complotistes ne sont pas ignorants, ils sont spécialistes de raisonnements erronés. Plutôt que de les refouler avec dédain, tentons de comprendre comment ils en sont arrivés là, et pourquoi ils sont de plus en plus nombreux. Osons nous remettre en question pour mieux faire face. Posons-nous la question : Comment se fait-il que je pense cela ? Soyons sceptiques de nos propres croyances pour mieux les réaffirmer. Soyons toujours en quête, car finalement, nous sommes savants, mais nous ne savons rien.

Black communities matter!

HENRI LUWAERT

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

25 mei 2020, een dag die velen niet zullen vergeten. Een Amerikaanse politieagent zat voor 8 minuten en 46 seconden lang op de nek van George Perry Floyd Jr., beroofd van het leven ten gevolge van het gebruiken van een vervalst briefje van 20 dollar. De opgelegde maatregelen rond de COVID-19 crisis werden aan de kant geschoven en mensen overal ter wereld kwamen massaal op straat. De slogan "Black Lives Matter" veroverde sociale media, nieuws, politiek, het straatbeeld, ... Maar waarom zijn er zoveel frustraties in Amerika rond ongelijkheid? Is er wel echt sprake van die zogenaamde ongelijkheid? Cijfers liegen niet, er zijn vele voorbeelden. Zo zien we dat de gemiddelde zwarte familie ongeveer 60% verdient van wat een gemiddeld blank gezin verdient in Amerika. Verder is de werkloosheidsgraad bij zwarte Amerikanen 16.7% tegenover 14.2% bij blanke Amerikanen. Het percent dat in armoede leeft, is bij zwarte

Amerikanen (20.8%) meer dan dubbel zo groot als het armoedepercentage bij de blanke Amerikanen (8.1%). De grote vraag is natuurlijk: hoe lossen we zo een fundamenteel verschil op?

"Nergens is het structurele racisme duidelijker dan in zakelijk Amerika," zei Robert Smith de rijkste zwarte Amerikaan van Amerika. De balansen van de 4.700 banken van het land bestaan uit 20,3 biljoen dollar aan activa. Slechts 21 van die banken worden geleid door of zijn in het bezit van zwarte Amerikanen. Deze hebben een totaal aan activa van slechts 5 miljard dollar, minder dan 1% van de totale commerciële bankactiva van Amerika. 13% van de bevolking van de Verenigde Staten wordt vertegenwoordigd door zwart gekleurde mensen, in dit opzicht stelt deze 5 miljard dollar dus zo goed als niks voor. 70% van de Afro-Amerikaanse gemeenschap heeft niet eens de mogelijkheid om aanspraak te doen op het verkrijgen van bepaalde soorten kapitaal. Ook vele bedrijven geleid door mensen uit deze gemeenschappen, werden geconfronteerd met tal van structurele obstakels om toegang te krijgen tot de noodfinanciering die door de federale overheid via de banksector werd verstrekt.

Robert Smith beweert dat zwarte en minderheidsgemeenschappen door grote banken in de steek zijn gelaten, uitgehongerd zijn van het kapitaal dat nodig is om bedrijven en lokale instellingen op te bouwen. Smith betoogde dat het pompen in wat hij beschreef als "herstellend" kapitaal en het investeren direct in financiële architectuur een snelle manier zou zijn om zwarte gemeenschappen een duw in de rug te geven. Maar hoe zou dit juist in zijn werk gaan? We zouden "the 2% rule" gaan toepassen. Om dit te verduidelijken neem ik het netto-inkomen van de tien grootste Amerikaanse banken in de afgelopen tien jaar, dit bedroeg in totaal \$968 miljard. "The 2% rule" zou dus stellen dat deze grote banken 2% van hun totale netto-inkomen gedurende 10 jaar gaan gebruiken voor het financieren van het kernkapitaal van de communautaire ontwikkelingsbanken en de instellingen van de minderheidsdeposito's die hoofdzakelijk de zwarte gemeenschappen onderhouden. Deze filialen kunnen dan op hun beurt dit kapitaal gaan steken in kleine bedrijven, om deze een kans te geven.

Want het zijn deze kleine bedrijven die 60%-plus van de Afro-Amerikanen in dienst hebben. Dit kan ook via een fiscaal gunstige manier, wat voor veel bedrijven interessant is. We moeten die banken ook helpen en technische assistentie verlenen, hen in staat stellen om daadwerkelijk meer capaciteit op te bouwen. Het resultaat is dat deze ontwikkelingsbanken meer kapitaal krijgen om kredieten te verlenen. Het eerste wat we moeten doen is kapitaal in die filialen steken om deze kleine bedrijven een kans te geven... om het in deze kleine bedrijven, die 60%-plus van de Afro-Amerikanen in dienst hebben, te brengen. Dit is waar alles start, mensen in de Afro-Amerikaanse gemeenschappen gaan dan de kans krijgen tot het opstarten van een kleine zaak met deze kredieten. Meer economische activiteit zorgt op zijn beurt dan weer voor meer werkgelegenheid, meer inkomsten, betere infrastructuur, ... Nog een belangrijk argument is dat buurten veiliger gaan worden, wat ook kan resulteren in het aantrekken van mensen van buiten de regio zelf. Ouders krijgen de financiële ruimte om hun kinderen verder te laten studeren. We weten allemaal dat onderwijs aan de grond ligt van gelijkheid en economische groei.

In realiteit gaat het verder dan alleen de grote banken. Zo kunnen grote ketens als Walmart en Amazon meer inzetten op het promoten van lokaal geproduceerde artikelen. De federale overheid kan hier een deel van op zich nemen. Maar het is echt een gemeenschap van belangrijke bedrijfsleiders dat een eerste cruciale stap hierin moet zetten. Ze moeten het zien als iets dat ze doen om juist te doen, iets waar ze trots op kunnen zijn. Zo inspireren ze andere industrieën of hun eigen concurrenten binnen hun sector om ook hun verantwoordelijkheid op te nemen. De inspanningen van deze grote multinationals en hun bedrijfsleiding om expertise/financierings- kapitaal in kleinschalige gemeenschappen uit te breiden, zal zeker niet onopgemerkt voorbijgaan. Dit is vanzelfsprekend geen plan op korte termijn, zo een fundamentele veranderingen vragen tijd. Het zal inspanningen van vele kanten vragen. Aan vele Amerikanen zal getoond worden dat er hoop is, dat er vertrouwen mag zijn in een beter Amerika.

Voor de grote bedrijven zit er zeker ook een positieve zijde aan. Als je de

rijkdom en het inkomen van de Afrikaanse-Amerikaanse gemeenschap daadwerkelijk verhoogt tot het niveau van het gemiddelde zoals bij de blanke Amerikaanse gemeenschap, verhoogt het BBP met 1.5 biljoen dollar. Er komt een enorme koopkracht bij, dit resulteert in een groei in verkopen in elke sector. Ook aandeelhouders en investeerders vinden het steeds meer belangrijk dat de bedrijven waarin ze investeren zich bezighouden met goede doelen, een meerwaarde in de aandelen kan dan ook verwacht worden.

Zo om tot een conclusie te komen. Is het leven van 1 zwarte man echt de grote reden voor de woede en het ongeloof in Amerika? Misschien. Of was het de druppel die een emmer, die al veel te veel belast was, deed overlopen? Volledig akkoord. "The 2% rule" kan hier een belangrijke verschuiving teweegbrengen. Het biedt mogelijkheden en voordelen voor beide partijen op lange termijn. Dit is dan ook waarvoor we moeten durven gaan, een duurzame, algemene oplossing op lange termijn in plaats van winstbejag en ontkenning op korte termijn.

Bibliografie

Vardi, N. (2020, 19 juni). The 2% Solution: Inside Billionaire Robert Smith's Bold Plan To Funnel Billions To America's Black-Owned Businesses. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/nathanvardi/2020/06/19/the-2-solution-inside-billionaire-robert-smiths-bold-plan-to-funnel-billions-to-americas-black-owned-businesses/>

**Données
personnelles : le
modèle actuel est
défaillant. A
l'Europe d'inventer
une alternative.**

FERDINAND HANNEQUART
MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE
PERSONNEL

En 2013, Snowden remet à la presse des documents révélant l'existence de programmes de surveillance de masse. Ces programmes ont été rendu possible grâce à la collecte à grande

échelle de notre activité digitale par les grandes sociétés américaines, à laquelle il est difficile de se soustraire. Non seulement cette collecte a des conséquences négatives graves, mais un modèle alternatif est possible. L'Europe doit prendre les devants pour construire une nouvelle infrastructure qui protégerait nos données avec une législation forte.

LE CLOUD

A chaque fois que vous introduisez des mots dans la barre de recherche de Google ou que vous envoyez un mail, ces données sont stockées dans le cloud. Le cloud, ce sont de grandes bases de données gérées par des compagnies privées. Ces bases de données sont commodes, car on peut accéder à nos mails ou à notre messagerie où que l'on soit, quel que soit l'appareil électronique. Cependant, comme nous le rappelle l'informaticien et militant Richard Stallman, « The cloud is someone else's computer ». En effet, ce n'est plus vous, mais quelqu'un d'autre qui possède désormais vos données.

BIG DATA

Le big data désigne la quantité phénoménale de données produites par tout objet connecté à internet (portable, montre, voiture) et les technologies permettant d'en extraire de la valeur. Il existe un consensus pour dire que ce big data permet de faire progresser notre société, en particulier nos soins de santé, le trafic routier ou la compétitivité industrielle. Par exemple, ces données sont utilisées de manière prometteuse pour combattre le cancer plus efficacement. Il y a cependant plusieurs conséquences négatives associées à la collecte et au traitement massif de nos données. J'en aborderai trois : la polarisation, les fuites et la surveillance.

DE LA PUBLICITE A LA POLARISATION

Andrew Lewis dit en 2010: « Si c'est gratuit, c'est que vous n'êtes pas le client. Vous êtes le produit. » Concrètement, pour chaque recherche Google ou photo publiée sur les réseaux sociaux, ces données sont exploitées à notre insu par un écosystème publicitaire lucratif pour générer du revenu. On a l'impression de pouvoir naviguer librement sur le net, alors que Google ne montre

qu'une partie infime des résultats possibles, et que les nouvelles sur notre fil d'actualité Facebook sont biaisées par nos centres d'intérêts. L'utilisateur se retrouve emprisonné dans une « bulle de filtres » et n'est plus confronté qu'à ses propres opinions. Le premier constat est donc le suivant: l'internet libre pensé par ses créateurs est devenu un lieu de polarisation.

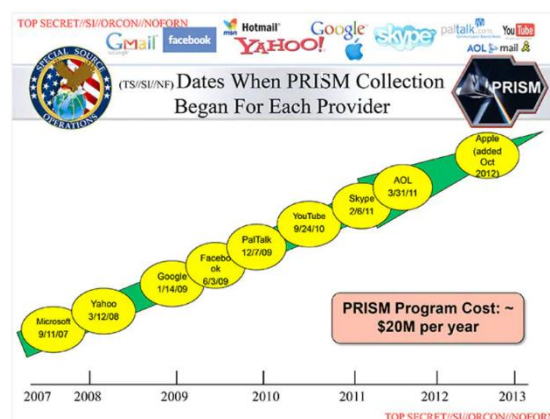
LES LEAKS

Second constat : les grandes bases de données sont constamment attaquées, provoquant parfois des fuites de données conséquentes. Twitter, LinkedIn, Yahoo, Microsoft, Google, Apple. Tous ont déjà perdu un jour nos données à plus ou moins grande échelle. On est en droit de se poser la question : si les sociétés sont incapables de protéger nos données, pourquoi les autorise-t-on encore à les collecter? N'y a-t-il pas d'alternatives ?

PRISM

Le troisième constat est la surveillance en ligne. Car outre l'utilisateur et les sociétés privées, il ne faut pas oublier le gouvernement dans l'équation. En 2013, le quotidien britannique The Guardian affirmait, suite aux documents qui lui ont été remis par Edward Snowden, que la NSA disposait d'un accès direct à nos données personnelles hébergées par les géants américains. Ce programme s'appelle PRISM. Comme ces sociétés conservent nos données de manière non cryptée, cela veut dire que la NSA avait, par exemple, accès à n'importe quel mail envoyé vers ou depuis une messagerie Gmail (Google), Yahoo (Yahoo) ou Outlook (Microsoft).

Un programme similaire existait pour les opérateurs télécoms américains tels que Verizon et AT&T, les équivalents de Proximus et Orange aux Etats-Unis.



Entreprises ayant fait partie du programme PRISM. Ce slide est extrait d'une présentation de la NSA. Snowden l'a remis au Washington Post, qui l'a ensuite publié.

QUEL EST LE POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT?

Lors d'une allocution télévisée²⁸, le président Barack Obama a répondu en trois temps à ces révélations. Tout d'abord, il a précisé que pour les appels téléphoniques, la NSA n'avait accès qu'aux métadonnées, c'est-à-dire qui vous appelez, pendant combien de temps et la localisation de l'appel. Si le citoyen est américain, ou réside aux Etats-Unis, l'accord d'un juge fédéral est nécessaire pour écouter le contenu. Ce n'est pas pas le cas pour nous, non-américains.

Deuxièmement, il insiste sur la nécessité de ces programmes pour combattre le terrorisme. Cependant, une commission indépendante ordonnée par le congrès et chargée d'évaluer l'efficacité du programmes conclura : « We have not identified a single instance involving a threat to the United States in which the telephone records program made a concrete difference in the outcome of a counterterrorism investigation. »²⁹. Comprenez bien : La mise sur écoute ciblée avec accord d'un juge est nécessaire pour combattre le terrorisme. En revanche, la commission constate que le programme qu'il a examiné (collecte indifférenciée de métadonnées téléphoniques sans accord judiciaire) n'a à aucun moment contribué à résoudre une enquête terroriste.

Troisièmement, Obama nous pose la question : entre le droit citoyen à la vie privée et le devoir gouvernemental de nous protéger, où se situe le juste milieu? Il s'agit là d'un choix de société qui, dans une démocratie, devrait provoquer le débat. Force est de constater que celui-ci n'a pas encore eu lieu en Europe. Les citoyens n'ont pas encore suffisamment senti les conséquences négatives pour se sentir réellement concernés, ou estiment que l'érosion de la vie privée est le prix à payer.

LE PANOPTIQUE

Une autre manière de voir les choses est de comparer l'internet d'aujourd'hui avec le concept de panoptique, développé par le philosophe anglais Jeremy Bentham. Le panoptique est une architecture carcérale dans laquelle un gardien seul peut observer depuis une position centrale chaque détenu, sans que

²⁸ New York Times. President Obama Defends N.S.A. Surveillance Programs | The New York Times. 2013.

²⁹ Privacy and Civil Liberties Oversight Board. Report on the Surveillance Program. 2014.

celui-ci sache en retour s'il est surveillé. Le fait d'être potentiellement observé le pousserait à se comporter comme l'exigerait la société. De la même manière, un utilisateur en ligne est profilé pour influencer son comportement de consommateur. Le citoyen est mis à nu, et ses données sont utilisées de manière opaque. Or, c'est l'inverse qui devrait se produire. Les grandes sociétés devraient être transparentes, et nous devrions retrouver notre vie privée.

OU EN EST L'EUROPE ?

Depuis les révélations de Snowden en 2013, l'infrastructure d'internet a peu évolué et nous manquons toujours de lois s'attaquant au fond du problème. En revanche, notre conscience collective a totalement changé. Avant 2013, le monde académique et technologique savait que des dérives dans l'utilisation des données personnelles étaient possibles. Mais ce n'était qu'un soupçon. Or, c'est justement cette distance entre la spéculation et les faits qui fait toute la différence dans une démocratie, et qui a disparue en 2013. On ne peut se mettre d'accord sur des lois tant que le problème n'a pas été identifié en premier lieu.

La situation actuelle est-elle une fatalité ? Certainement pas. Au lieu de concentrer nos données dans des serveurs uniques contrôlés par des entreprises privées, il est possible de les garder sur notre téléphone portable, tout en maintenant les services dont nous jouissons. Prenons l'exemple des applications de traçage Covid. D'une part, on a la France qui a opté pour une base de données centrale pour stocker tous les contacts rapprochés des utilisateurs. Ces données seraient utilisées pour la lutte contre le virus uniquement. Il faut les croire sur parole. En revanche, avec l'application belge, développée en partenariat avec la KULeuven, c'est chaque portable qui maintient individuellement une liste de numéros correspondant à des contacts proches. Personne d'autre que vous peut y accéder. C'est ce genre d'architectures distribuées qui devraient être mises en place dans notre internet. Tout est une question de choix politique.

Une nouvelle législation est également nécessaire. L'adoption du RGPD fut un changement de taille, car il existe enfin un cadre légal pour la protection de nos données personnelles. Cependant, si ce règlement soumet

l'usage de nos données à des règles plus contraignantes, il n'en va pas de même pour la collecte. C'est une erreur. Au lieu de réguler l'usage de nos données, c'est la collecte qui lui précède qui devrait être notre centre d'attention principale.

Pour conclure, nous avons laissé jusqu'à présent le terrain libre aux grandes entreprises américaines. Il est grand temps de reprendre le contrôle de nos données en implémentant nos valeurs européennes dans le réseau. Cela signifie des infrastructures IT distribués dans lesquelles nos données personnelles sont protégées par une législation forte. L'Europe a là un rôle de leader mondial à jouer. Saisissons cette chance.

Bibliographie

NSA slides explain the PRISM data-collection program. Washington Post. Mis en ligne : 6 juillet 2013. Mis à jour : 10 juillet 2013. Consulté : 17 novembre 2020.

Privacy and Civil Liberties Oversight Board. Report on the Surveillance Program Operated Pursuant to Section 702 of the Foreign Intelligence Surveillance Act. 2 juillet 2014.

E. Nakashima. Independent review board says NSA phone data program is illegal and should end. The Washington Post. Mis en ligne: 23 janvier 2014. Consulté: 22 novembre 2020.

Edward Snowden - "Permanent Record" & Life as an Exiled NSA Whistleblower | The Daily Show. Youtube. Mis en ligne: 20 septembre 2019. Consulté: 17 novembre 2020.

Tedx Talks. Big data and little privacy: there is no alternative? | Bart Preneel | TEDxULB. Youtube. Mis en ligne: 3 juin 2015. Consulté: 18 novembre 2020. Tedx Talks. Technology and Control | Bart Preneel | TEDxPatras. Youtube. Mis en ligne: 10 janvier 2018. Consulté : 16 novembre 2020.

GDR Sécurité informatique. Bart Preneel - Y a-t-il une ère post-Snowden? Youtube. Mis en ligne : 24 janvier 2017. Consulté : 17 novembre 2020.

ABC News. Obama on Prism, Phone Spying Controversy: "No One Is Listening To Your Phone Calls". Youtube. Mis en ligne: 3 juin 2013. Consulté: 10 novembre 2020.

New York Times. President Obama Defends N.S.A. Surveillance Programs | The New York Times. Youtube. Mis en ligne: 7 juin 2013. Consulté: 14 novembre 2020.

M. Rosenbach, L. Poitras. How the NSA Accesses Smartphone Data. Der

Spiegel. Mis en ligne: 9 septembre 2013. Consulté: 20 novembre 2020.

Libérale democratie: coherent systeem of onwerkzame paradox? Een analyse rond Chantal Mouffe

LAURA VERBEKEN

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

Wanneer het morele kompas het noorden kwijt is en wanneer het wantrouwen zich sterker manifesteert dan het vertrouwen, dan is er nog de democratie. Onze bouwsteen in de toren van broederschap. Althans, dan was er democratie. Peinzen over de best functionerende staatsvorm is sisyfusarbeid pur sang. Hoe een samenleving zo stabiel en efficiënt mogelijk organiseren? Daar is geen eenduidig antwoord op. Naargelang de mensen, middelen en mogelijkheden zal er zich een fundamenteel anders antwoord aandienen. In het Westen was de Franse Revolutie het startschot van de democratisering. In andere werelddelen is die democratisering vaak nog volop aan de gang. Elk proces kent eigen dynamieken. Dat geldt ook voor democratie. Veel te lang werd democratie gezien als een diep ingewortelde vanzelfsprekendheid. Tot nu. Want wat gebeurt er wanneer burgers niet meer in die democratie geloven? Welk effect heeft het feit dat burgers zich niet langer gehoord voelen door politici en democratische instellingen? In januari 2020 bracht Dr. Roberto Foa het Global Satisfaction with Democracy rapport uit. In oktober kwam er een vervolg. In het Youth and Satisfaction with Democracy Report bleek het geloof van jongeren in de heersende staatsvorm bijzonder schrijnend. We zitten dus met een democratisch deficit, zoveel is duidelijk. Dat deficit wegwerken vereist heel wat reflectie. Is de liberale democratie zoals we die vandaag kennen een coherent en doeltreffend mechanisme of een onwerkzame paradox? Persoonlijk denk ik dat de waarheid in het midden ligt. Dat weerhoudt niet dat het globale succes van extreemrechts grote gevolgen heeft voor de toekomst

van de democratie. Wanneer we het rapport van Foa erbij halen, merken we zelfs dat in landen met populistische leiders, de ontevredenheid afgenomen is. U leest het goed, quod erat demonstrandum, de huidige liberale democratie is niet klaar om uitdagingen aan te gaan.

Laat ons even terugblikken op de ontstaansgeschiedenis van dat democratisch proces. Onze democratische rechtsstaat is gestoeld op twee tradities. Aan de ene zijde hebben we het liberalisme van John Locke. Daartegenover bevindt zich de democratie traditie onder meer gegrond op JeanJacques Rousseau. De Lockiaanse traditie focust zich voornamelijk op individuele vrijheid, mensenrechten en de rule of law. De legitimiteit van dat liberalisme bevindt zich in de bescherming van de individuele en universele vrijheidsrechten. De democratische traditie heeft het gelijkheidsbeginsel en volkssoevereiniteit als core principles. En hoewel de meeste politieke filosofen spanningen erkennen tussen beide tradities, zien ze hen desondanks toch als compatibel. Politiek filosofe Chantal Mouffe stelt dat deze twee tradities geen noodzakelijk verbond vormen. Volgens haar gaat het veeleer om een louter historisch en contingent gegeven. Liberalism was democratized and democracy liberalized. Het feit dat we de twee tradities vandaag als geünificeerd beschouwen, is het gevolg van een tergend lang proces dat niet altijd van een leien dakje verliep. Hierbij hebben zowel liberalen als democraten getracht elkaars regels en fundamente te interpreteren binnen het eigen gedachtegoed.

Chantal Mouffe stelt dus een alternatief model voor. Met haar agonistisch pluralistisch model tracht ze een antwoord te bieden op de gestelde uitdagingen. Mouffe fundeert zich hiervoor onder meer op Carl Schmitt. Opmerkelijk, gezien het naziverleden van Schmitt en Mouffes eerder linksgeoriënteerde inzichten. Zelf ziet ze hier geen graten in. Integendeel, ze wil naar eigen zeggen Schmitts gedachtegoed analyseren om het vervolgens tegen hem te gebruiken. Mouffe focust voornamelijk op de belangrijke paradox die Schmitt in de natuur van de liberale democratie terugvindt. Beide filosofen kenmerken politiek in haar machtsstrijd. Schmitt stelt dat er zelfs in een moderne democratie, waarbinnen de universele gelijkheid

van de mens gevestigd werd, er steeds een soort exclusie zal zijn. Er zal immers altijd een groep buitenstaanders zijn. Mouffe erkent dit en stelt dat dit een zeer vitaal inzicht is. De vriend-vijandrelatie is immers cruciaal voor het conflict. En dat is dan ook het grote probleem. Macht mag absoluut niet genegeerd worden, maar moet compatibel gemaakt worden met democratische waarden. En het is net daar waar de deliberatieve democratie van Habermas in tekort schiet.

Mouffe modificeert Schmitt en ziet het conflict dus niet als een altijd aanwezige factor in elke sociale relatie, veeleer als een loutere mogelijkheid. Ze relateert het antagonisme van Schmitt naar een agonisme. Daaraan koppelt ze de pluralistische samenleving waarin we de onderlinge tegenstellingen van de bevolking erkennen. Ze concludeert dat de tegenstellingen kunnen leiden tot een constructief debat waardoor het -onvermijdbare- conflict een vruchtbaar conflict wordt. Controversen krijgen hun plaats binnen het systeem door die erkenning van macht en conflict. Het doel van democratische politiek is dan ook het antagonisme omzetten in agonisme. Om in dit opzet te slagen zijn er volgens Mouffe keurige kanalen nodig waarin collectieve driften kunnen geuit en gekanaliseerd worden. De tegenpartij wordt hierbij niet gezien als een vijand maar als een tegengestelde. Binnen het agonisme wordt consensus niet totaal geweerd. Mouffe erkent dat er nood is aan consensus. Die consensus is er over het bestaan van de ethico-politieke principes, zijnde vrijheid en gelijkheid. Opgelet, consensus zal wel steeds conflictueus zijn en blijven. In die zin dat die ethico-politieke principes andere invullingen krijgen door verschillende en conflicterende interpretaties. Die interpretaties zullen altijd verschillend zijn omdat we leven in een pluralistische samenleving, waarbij ieder een andere visie kan aanhangen. Men kan liberaal-conservatieve, sociaaldemocratische, neoliberale, radicaaldemocratische, etc. interpretaties handhaven om die ethico-politieke principes in te vullen. Elke interpretatie leidt tot een andere soort hegemonie.

Maar wanneer de confrontatie binnen de democratie genegeerd wordt, ontstaan er andere vormen van identificatie die zich niet voordoen binnen het democratische proces en bijgevolg ontzettend onvoorspelbaar

zijn. Binnen een democratie hoort confrontatie thuis. Het gevaar van die andere vormen van identificatie situeren zich binnen andere antagonismen. Antagonismen gebaseerd op morele waarden zoals bijvoorbeeld ethnische afkomst. Het 'wij' versus 'zij' komt opnieuw naar boven maar dan aan de rand van het politieke spectrum. De opkomst van het populisme kan niet gecounterd worden door het vermijden van conflict en confrontatie. Het agonistische model is van belang omwille van haar vruchtbare paradox. Tegenstellingen binnen het pluralisme erkennen is een constructief gegeven waarbinnen iedereen zich gehoord voelt. Dat is een noodzakelijkheid binnen een democratie. In de geglobaliseerde wereld van vandaag is het van belang om alle groepen, alle interpretaties van de verschillende tegenstellingen te implementeren binnen het systeem om een uiting tegen het systeem te voorkomen. Wanneer democratie, in haar zoektocht naar een consensus voor de samenleving, elke vorm van conflict elimineert, komen we op zeer glad ijs terecht. Dit leidt onvermijdelijk tot depolitisering en een verlies van burgerparticipatie. Verlies aan identificatie leidt tot verlies aan vertrouwen. Wanneer de burger het gevoel krijgt niet langer deel uit te maken of zijn invloed te kunnen uitvormen op de besluitvorming, wordt hij of zij maar al te gauw slachtoffer van populistische andere, morele antagonismen in de strijd halen om zich tegen het establishment te verzetten. Mouffe pleit dan ook voor een soort tegenoffensief waarbij er opnieuw politieke identificatie wordt geboden.

Helaas ontbreekt mijn artikel tijd en ruimte om Mouffe nog beter te doorgronden. Maar ik raad u allen aan haar boeken te lezen in 2021. Want als de democratische samenleving je lief is, dan moet je ervoor vechten. Ook u, mijn beste Olivainist, dient die taak te volbrengen. Puinhoopmakende politici terugfluiten wanneer nodig, opkomen voor rechten en plichten wanneer geschonden. Niet alleen op die vijfjaarlijkse hoogdag van de democratie. Ook dagdagelijks, tussen uw eerste kopje koffie en dat laatste glas rode wijn. We the People, hebben een verdomde burgerplicht te vervullen. *You may say I am a dreamer, but I am not the only one.*

Le nouveau Contrat social, ou le dernier Testament de la démocratie

BAPTISTE APPAERTS

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Le philosophe français Jean-Jacques Rousseau est célèbre pour avoir développé aux côtés d'autres penseurs du XVI et XVIIème siècle la théorie politique du « Contrat social », aussi appelée du « Contractualisme ». Rousseau considère que c'est avant tout un accord passé entre les citoyens et le gouvernant, au sens le plus large possible comprenant toutes les autorités publiques, qui fonde les bases de notre société. L'homme rompt ainsi avec son état de nature, la liberté dite « naturelle » pour entrer en société et vivre aux côtés de ses congénères avec qui il passe une sorte de contrat qui lui permettra d'être à nouveau libre en disposant de droits fondamentaux, c'est la liberté dite « politique ». Aux termes de cet accord éminemment social entre les citoyens et leurs gouvernants, les hommes sont égaux et jouissent de libertés individuelles inviolables tout en respectant les autorités publiques et leurs décisions qui doivent tendre vers une liberté toujours plus étroite et réciproque entre tous. « Les hommes, pouvant être inégaux en force ou en génie deviennent tous égaux par la Convention et le Droit. »³⁰

Cette théorie du pacte fondamental qui établit l'ordre de la société met en œuvre le concept de souveraineté populaire, par laquelle les gouvernants travaillent au nom du et pour le peuple qui est l'organe politique suprême. La Constitution belge transpose ce principe fondamental de notre démocratie dans son article 33 qui déclare que : « Tous les pouvoirs émanent de la Nation ». Sous cette appellation qui peut sembler obscure, on désigne les citoyens, qui ensemble, forment le peuple qui a tous les droits dans la conception rousseauiste. La volonté populaire, qui s'exprime par la majorité des voix qui composent la nation, doit présider à la prise de toutes les décisions politiques et l'autorité – l'imperium – des

institutions publiques qui agissent au nom de l'intérêt général est justifiée par l'accord du peuple qui légitime cette autorité puisqu'en fin de compte, il l'incarne. Souvent, cet accord entre le gouvernant et le citoyen se conclut indirectement sous la forme d'élections de représentants ou de choix exprimés lors des référendums et consultations populaires.

Aujourd'hui, notre société est bien différente de celle des Lumières. Bien que certains principes démocratiques soient immuables et presque éternels comme celui de la souveraineté populaire, les défis auxquels nous devons faire face ont beaucoup changé ainsi que nos mentalités pour les aborder. Affronter les dangers du sur-capitalisme, de la mondialisation à outrance ainsi que l'urgence climatique nécessite une profonde remise en question et, partant, une possible réécriture du Contrat social qui tiendra compte des nouveaux enjeux de notre monde et de notre époque.

Redéfinir les droits et obligations du gouvernant ainsi que des citoyens, voilà une tâche qui mérite bien plus de raisonnement que ne pourrait en contenir un simple article, toutefois, il est possible d'esquisser les contours du nouveau rapport politique à travers quelques exemples.

Lorsque des multinationales comme les GAFAs s'emparent de nos données afin de les revendre à partenaires commerciaux, ou piétinent la notion de travail équitable à l'autre bout du monde dans des régions fort défavorisées, est-ce du devoir des gouvernements d'agir, et si oui, leurs mesures sont-elles suffisantes ou est-ce plutôt aux citoyens, consommateurs, à faire le choix de se diriger vers d'autres entreprises ? Peut-être que, trop souvent, au nom de la protection des usagers faibles et des consommateurs, on a mis de côté la liberté et la responsabilité individuelle de chacun et oublié que les marchés étaient suffisamment vastes et ouverts que pour consommer de manière raisonnable et éclairée afin de favoriser des commerces plus éthiques. Une infantilisation croissante des consommateurs nous aurait potentiellement privée de notre libre arbitre commercial ? D'un autre côté, il est peut-être du ressort de nos dirigeants de prendre des mesures plus

contraignantes à l'encontre de ces sociétés qui abusent régulièrement de leur position dominante et violent le droit international faisant fit d'amendes pharaoniques qui leur sont déjà été infligées. On aperçoit ici la complexité de replacer les obligations des citoyens et des gouvernements mêlée au cadre douloureux de l'éthique dans la nouvelle consommation.

La problématique du réchauffement climatique illustre parfaitement la nécessité de s'adapter et d'évoluer qui s'impose au Contrat social. La conscience commune de l'urgence écologique est bien récente, pour un phénomène qui croît pourtant depuis des siècles, et n'a pas été envisagée par nos ancêtres et il nous revient donc de définir là aussi quelles sont les prestations à effectuer de la part des autorités publiques et des citoyens. Faut-il une loi pour obliger tout le monde à consommer moins d'électricité ou de CO₂ ? Les petits gestes du quotidien doivent-ils être obligatoires et faire l'objet d'un arrêté royal ? Certains estiment que c'est à l'Etat qu'il revient de tout mettre en œuvre pour lutter contre ce problème. D'autres pensent ici que c'est avant tout une obligation citoyenne et morale, qu'il appartient à chacun de combattre le réchauffement climatique comme il le souhaite, s'il le souhaite, et que la liberté individuelle doit primer en la matière. Quoiqu'il en soit, il est à peu près certain que les mesures les plus importantes avec le plus d'impact climatique comme la politique énergétique et la conclusion de convention internationales contraignantes relève indubitablement de la compétence des gouvernants et qu'un véritable changement global n'est possible qu'avec l'intervention des états en plus de celle des citoyens avec une participation active. Dans ce cas comme dans d'autres, on voit bien que les droits et obligations concernant une nouvelle problématique sont relativement partagés entre le peuple et l'autorité publique.

Enfin, les circonstances exceptionnelles qu'imposent la crise sanitaire du Coronavirus nous questionnent profondément sur les attitudes et réflexes à adopter en situation d'urgence par nos dirigeants et encore plus par les citoyens. Depuis le début de la pandémie, un nombre

³⁰ Rousseau, Du Contrat social, L. I, ch. IX.

hallucinant de normes, souvent incohérentes et précipitées ont été adoptées par les autorités publiques pour lutter contre le virus. Des règles souvent prises en concertation sur avis de différents experts et spécialistes, qui deviennent tout à coup des saints vers à qui se remettre en cas désespéré. On pourrait penser que la communauté scientifique, relativement unanime concernant des points essentiels de la lutte contre la crise, nous sauverait miraculeusement, or cela n'est envisageable que si les avis de ces experts sont suivis à la lettre et que découlent de leurs recommandations des règles claires et contraignantes pour tous. Malheureusement, force est de constater que les choix qui ont été posés en la matière sont avant tout politiques, allant du port du masque obligatoire au respect d'une bulle de contacts rapprochés, et cette politisation totale des règles sanitaires est illustrée notamment par la divergence de normes adoptées par les autres pays/régions autour de nous avec pourtant des experts scientifiques aux recommandations identiques. Des droits et obligations nouveaux des citoyens sont également apparus, avec

une immense responsabilisation individuelle - parfois frôlant la culpabilisation -, sur notre comportement quotidien et nos habitudes que nous avons dû revoir, au point de se demander si c'était bien à nous de faire des efforts aussi considérables malgré les manquements flagrants de nos gouvernements qui enchaînaient les maladresses. Voilà un nombre considérable de clauses nouvelles qui s'ajoutent au Contrat social et redéfinissent très empiriquement les droits et obligations du peuple et de l'état.

Nous devons être prudents. Nous devons faire attention que ce nouveau Contrat social que nous souhaitons faire émerger et mettre à jour ne soit pas le dernier Testament de la démocratie. En effet, alors que les contours des nouveaux devoirs des citoyens et des dirigeants précisent progressivement dans de nouveaux champs d'application comme le commerce mondial, les relations internationales ou des urgences climatiques et sanitaires, nos droits et libertés fondamentales ne doivent pas être remises en question et doivent

être à tout prix protégés dans des situations encore inexplorées qui sont des potentielles causes d'asservissement. Le concept de souveraineté populaire est plus important que jamais, et des entreprises gigantesques, des nations étrangères ou des populistes qui gagnent en puissance à chaque élection tentent d'éroder ses effets inlassablement. Le Contrat social qui résultera des nouvelles problématiques sociales et économiques comportera nécessairement plus de devoirs pour les citoyens et les gouvernants, reste à savoir comme les répartir - l'avenir et l'expérience nous le diront -, mais devra absolument préserver nos acquis fondamentaux qui, depuis Rousseau et bien d'autres, sont l'essence même de notre identité européenne et de notre société humaniste. Nous ne devons pas seulement être dignes de l'héritage des Lumières, nous en sommes les gardiens et acteurs.



Composition du Bureau des Étudiants 2020-2021 – Samenstelling van het Bureau 2020-2021

Président – Voorzitter : Matthieu Coget

Vice-présidents – Ondervoorzitters : Bruno Terlinden & Jakob Deleu

Relations externes – Externe Betrekkingen : Alexis de Schoutheete

Relations internes – Interne Betrekkingen : Charles Groffils

Formation – Vorming : Jeanne Godin

Public Relations : Laura Verbeken

Rédaction – Redactie : Gheerkin Vanhaverbeke

Avertissement – Mededeling

Les articles publiés dans ce Contact ont été rédigés dans le cadre d'exercices de journalisme. Les articles n'engagent que leurs auteurs. En aucun cas, la responsabilité de la Conférence Olivaint de Belgique *asbl* ne pourra être invoquée.

De artikels die in deze Contact zijn gepubliceerd, werden geschreven in het kader van oefeningen in de journalistiek. De auteurs dragen de verantwoordelijkheid van hun artikels. In geen geval kan de verantwoordelijkheid van het Olivaint-Genootschap van België *vzw* ingeroepen worden.

Mécénat & Sponsoring – Mecenaat & Sponsoring

En tant que centre interuniversitaire pour l'éducation politique des étudiants, y compris le sens civique et le service à la communauté, la COB bénéficie du Soutien de ;

Als interuniversitair centrum voor de politieke vorming van studenten in o.a. burgerzin en dienst aan de gemeenschap, wordt het OGB gesteund door ;

